Le numéro 0 fr. 30

N° 6. Vendredi 10 janvier 1936

la Commune de Paris

Organe de regroupement et d'action révolutionnaire

66, Faubourg St-Martin ■ Tél. Botzaris 85-88 ■ Permanence tous les jours de 17 h. à 20 h.

Exploitation, colonisation, carnage, utilisation des sentiments humanitaires, c'est la jungle capitaliste :

On ne la réglemente pas

ON L'EXTERMINE !

LES NOTRES

Gracchus Babœuf

Jusqu'en 1789 Babœuf est arpenteur-géomètre à Roye dans la Somme, où au milieu des paysans il découvre « les affreux mystères des usurpateurs de la caste noble ».

Après la prise de la Bastille, à Paris, puis dans son pays de Roye, Babœuf mène l'agitation la plus extrême ; il organise l'action des paysans et devient la terreur des nobles de sa contrée.

Robespierre renversé, Babœuf est bientôt arrêté par les thermidoriens. Les prisons étaient alors pleines de révolutionnaires traqués par la réaction montante. C'est dans sa détention que Babœuf se lie à beaucoup de ceux qui vont être de la conjuration des Égaux.

(Lire la suite en troisième page)

IL FAUT QUE CETTE REPRESSION CESSE

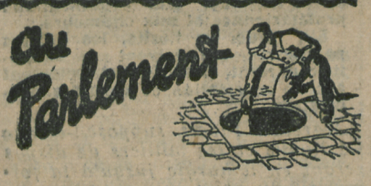
Notre dernier numéro a donné une documentation irréfutable et irréfutée du régime odieux dont souffrent dans les bagnes de Staline les internationalistes révolutionnaires.

Un groupe de militants a édité en brochure ce témoignage accablant : « A BAS LA CONTRE-REVOLUTION EN URSS », brochure de 16 pages, 0 fr. 20. Préface et documents. En vente samedi à la Librairie de la Commune, 66, Faubourg Saint-Martin.

Mais cela ne peut suffire, il faut intervenir énergiquement, il faut sauver la vie de ceux qui, fidèles à Lénine, veulent continuer la révolution.

Des « Amis », l'URSS en a d'innombrables qui se prétendent « humanitaires ». Vont-ils se faire complices par le silence ?

Faudra-t-il organiser des délégations ouvrières à l'ambassade soviétique ? Faudra-t-il donner à la réaction narquoise ce spectacle ? Nous ne voulons pas des mots, des phrases, mais des actes : LIBERTE POUR LES INTERNATIONALISTES D'URSS !



La trêve des confiseurs est terminée : MM. les politiciens bourgeois vont se remettre au travail.

Il ne sera pas question des décrets-lois à supprimer ; il sera peut-être question de remplacer Laval ou de procéder à un déplacement de portefeuilles ; mais le grand problème, la grande préoccupation, ce sont les élections législatives prochaines. Comment voterat-on ? Comment se faire élire ? Qui aura la cote : le front populaire, ou le front national, ou une autre combinaison tout aussi populaire, nationale, républicaine et modérée sauf en appétits électoraux ?

Nous nous adressons aux travailleurs non pour les appeler à tourner le dos à la lutte électorale ; nous ne sommes pas des anarchistes et ne pensons pas qu'il faille négliger un terrain de lutte parce que plus écœurant. Mais nous leur disons que ce qui compte essentiellement, ce qui fait que l'action parlementaire, légaliste peut aboutir à quelque résultat, c'est l'action directe qu'eux-mêmes mèneront contre la bourgeoisie. Une grève bien menée donnera bien plus que quelques élus. Dans la période qui s'ouvre; ouvriers révolutionnaires, rassemblez-vous non pour semer des illusions sur la collaboration avec la bourgeoisie dans le Front populaire, mais pour ranimer, par un travail de propagande et d'organisation, la volonté de combat des travailleurs.

AMBULANCE BOMBARDÉE

Pas de faux humanitarisme Action contre le capitalisme !

UNE vague d'indignation est soulevée par la presse du Front populaire : les Italiens ont bombardé des ambulances ; l'emblème de la Croix-Rouge n'a pas été respecté par les avions de Mussolini.

Les souvenirs historiques sont rappelés : le torpillage du *Lusitania* par un sous-marin allemand. Genève et Washington doivent répondre aux bombes de Dolo comme jadis Wilson aux pirateries du kaiser. Et la presse de droite se paie le luxe de défendre la paix contre les excitations à la guerre antifasciste.

⁂

L'infamie de la presse réactionnaire n'est plus à dire. Elle approuve la colonisation de l'Ethiopie parce que cela ne gêne pas les intérêts des capitalistes français qui l'entretiennent et que ceux-ci misent sur l'alliance italienne dans un conflit.

Mais la campagne de la presse du Front populaire est la pire préparation à l'union sacrée en cas de guerre.

Demain, capitalistes de tous pays s'entendront pour se repartager les terres d'Afrique et d'Asie ; aujourd'hui ils commencent à se battre pour emporter le meilleur morceau. L'Ethiopie est le cadet de leurs soucis. Mais c'est un moyen commode pour tromper les travailleurs. Ceux-ci se refuseraient de marcher si on leur disait : va te faire tuer pour les intérêts de ton capitalisme, de ton exploiteur. Mais ils iront prendre les armes si les dirigeants pacifistes. socialistes et communistes s'entendent pour leur dire : *Empêche Mussolini de bombarder des blessés !*

Nous ne marchons pas dans cette hypocrite réglementation de la guerre, surtout qu'on la transporte dans la classe ouvrière pour affaiblir son combat de classe contre une bourgeoisie que rien ne refrène quand ses intérêts sont menacés.

Nous ne marchons pas : car chaque bourgeoisie qui voudra entraîner ses exploités saura, par sa presse et sa radio, dénoncer des *Lusitania*, des « bombes de Dolo », pour susciter une indignation humanitaire qui sert beaucoup mieux la cause de la guerre que le pire des chauvinismes.

⁂

Depuis des mois, le Front populaire a pratiqué la collaboration des classes, c'est-à-dire la capitulation des travailleurs devant la bourgoisie. Ça n'a pas donné le pain et la liberté; les décrets-lois subsistent, et les ligues grandissent. Ça ne donne pas non plus la paix : le danger de guerre grandit. Qui plus est : c'est cette politique qui prépare une nouvelle trahison comme en 1914.

⁂

Il faut y mettre un terme. Pour s'opposer à la guerre, il faut abattre le régime capitaliste fauteur de guerre et non se laisser attendrir par quelques ambulances, voile charitable au déchaînement d'appétits féroces et pour couvrir les milliers d'hommes qui crèvent chaque jour pour augmenter ses profits. Pour abattre le capitalisme, les travailleurs ont à organiser, diriger eux-mêmes leurs luttes.

La Commune ne cessera de frapper pour enfoncer ce clou : travailleurs, par entreprises, maisons, casernes, villages, élisez vos comités, décidez par vous-mêmes de votre action ; pas de bourgeois dans vos rangs, pas de défense des intérêts bourgeois. De l'action directe pour vos intérêts à vous !

LA LUTTE DES TRAMINOTS DE LILLE

Unifions les mouvements grévistes de rébellion contre la misère croissante !

L'ancienne Abbaye des pères blancs, Salle de Grève, à la Bourse du Travail de Lille. Des centaines de traminots y sont entassés, ils seront une force invincible dans la voie révolutionnaire. Lire nos informations page 4.

Les décrets-lois ont pu être votés par la trahison des députés radicaux. Précédée et suivie de nombreuses autres, cette trahison était prévisible. Les directions des partis ouvriers, loin d'en tenir compte, se sont refusé à la démasquer... Les directions syndicales ont fait de même, les libertés démocratiques *étaient pourtant en danger ; il eût suffi d'une grève générale pour balayer Laval et ses décrets. Loin de s'organiser, on réprima les mouvements héroïques de Brest et Toulon...*

La révolte continue à couver : les traminots de Marseille se sont levés contre l'application des décrets, ils ont gagné. *Ceux de Lille-Roubaix-Tourcoing viennent, sans une défaillance, de cesser le travail... Leur volonté de lutte est inébranlable mais on tente de l'atténuer par le calme et les savantes raisons :* Le gouvernement voudrait accepter, mais que diraient les postiers, les services publics... *Aux postiers, aux services publics qui veulent rejoindre le combat, on dit :* Attendez les résultats des traminots. *Ainsi, on brise le mouvement en petits morceaux.*

Pourtant, la volonté ouvrière de lutte est manifeste : Brest, Toulon, Marseille, Lille... dans les deux cas, deux coins extrêmes, aucune contingence locale, un problème profond, LA REBELLION CONTRE LA MISERE CROISSANTE. Rébellion que les directions ouvrières ne veulent pas laisser s'embraser.

⁂

Aucun pas ne peut être fait dans la voie révolutionnaire sans démolir l'influence des bonzes qui immobilisent le géant prolétarien, sans tordre le cou à la politique de collaboration de classe. Les révolutionnaires doivent se rassembler pour cette tâche décisive.

QU'EST-CE QUE LA GUERRE ?

On essaye souvent de faire croire aux travailleurs que la guerre est une fantaisie diabolique germée dans les cerveaux bouillants de certains gouvernants plus *méchants* les uns que les autres, ou de peuples plus *belliqueux* que leurs voisins. On raconte alors aux travailleurs qu'il y aura des guerres tant qu'il y aura des méchants, et que « l'amour du prochain » ne règnera pas sur terre : il faut donc prendre patience !

A ceci, nous répondons : le capitalisme porte la guerre en ses flancs, comme la nuée porte l'orage. Mais il ne suffit pas de citer cette formule, il faut l'expliquer, car l'expérience prouve malheureusement que beaucoup de ceux qui la répètent se conduisent en fait comme s'ils pensaient que la guerre peut être éloignée par des prières et des processions.

⁂

Le régime capitaliste est fondé sur l'exploitation du travail des masses laborieuses par les possesseurs des moyens de production (sol, sous-sol, usines et machines) et sur la *concurrence acharnée*, en vue du profit, des groupes industriels et financiers.

La recherche des *débouchés* et des richesses naturelles, la conquête et la défense, par la ruse et par la force, des bases économiques et des *marchés* continentaux et coloniaux sont des nécessités vitales pour les grands groupes financiers, dont les Etats capitalistes et leurs Parlements ne sont que les dociles instruments.

C'est un aspect de cette lutte auquel nous assistons en ce moment entre les impérialismes italien et britannique qui se disputent l'influence sur l'Afrique et le contrôle de la route des Indes.

On a dit que la paix était l'espace entre deux guerres : il serait plus juste de dire qu'en régime capitaliste, la guerre est permanente et ne s'arrête jamais ; en effet, la *guerre économique permanente* (barrières douanières, dumpings, protectionnisme, etc.) est une conséquence inévitable du régime capitaliste. On n'a pas l'habitude de dresser les statistiques des ravages et des hécatombes produits chaque jour dans les masses du monde entier par cette guerre économique ; aussi baptise-t-on poétiquement cette période : *la Paix !*

La guerre militaire n'est en réalité qu'un *simple aspect* de cette guerre permanente : c'est, à un moment critique, l'emploi provisoire de *moyens plus décisifs mais plus coûteux*, dans la lutte entre les groupes capitalistes. La guerre militaire donne la victoire au capitalisme le mieux armé.

⁂

L'Armée est elle-même un *marché intérieur* très important pour les propriétaires fonciers (fourniture de chevaux, fourrages, etc.) et pour les entreprises capitalistes : *Armements* en tous genres, terrestres, navals et aériens ; explosifs, gaz, masques, *équipements* militaires, matériel roulant automobile ; *construction* de fortifications, casemates, blockaus, etc.

C'est pourquoi les capitalistes et les Etats qu'ils dominent (que ces Etats soient républicains ou monarchistes, démocratiques ou fascistes), ne peuvent pas renoncer à la guerre, ni aux armements : autant leur demander de se suicider ! C'est pourquoi les « Conférences du Désarmement » et les sessions de la S.D.N., qui se succèdent sans interruption depuis la fin du dernier carnage mondial, ont exactement le même effet sur la guerre que les processions et les prières sur la grêle.

C'est ce qui s'est vérifié pour la Chine, pour le Chaco, et tout récemment pour l'Abyssinie.

⁂

Certains discoureurs accusent volontiers les révolutionnaires de *désirer la guerre* parce que ceux-ci la déclarent inévitable en régime capitaliste : cela fait penser au sauvage qui accuserait l'astronome annonçant une éclipse, d'être complice du « dragon qui mange le Soleil ! »

Oui, la guerre est inévitable en régime capitaliste.

Oui, nous méprisons les prières et les lamentations comme moyen d'action. Et nous appelons les travailleurs du monde entier à s'organiser solidement, internationalement, pour le combat de classe, pour détruire de fond en comble le capitalisme, qui « porte la guerre en ses flancs comme la nuée porte l'orage ».

coups de burin

Voulez-vous jouer avec nous ?

On a pu lire dans la presse du 8 janvier la dépêche suivante :

« Une délégation communiste s'est présentée au palais royal. Elle y a fait une déclaration affirmant que le parti que la délégation représente agira dans le cadre du régime actuel, considérant le roi Georges II comme une garantie contre le fascisme et contre tout régime autoritaire. »

Vous pensiez peut-être que la politique du Front populaire, c'était déjà bien embêtant de cirer les bottes à Herriot; mais aller faire des génuflexions devant Georges II rentré par le coup de force d'un général fasciste...

Mais il y a une catégorie de citoyens qui est heureuse : les passionnés de l'écarté ont enfin trouvé des Grecs avec qui on peut jouer en toute loyauté : ils ont promis de ne pas retourner le roi.

NOTRE ENQUÊTE

UNITÉ ORGANIQUE ET NOUVEAU PARTI

Nous avons posé les questions suivantes aux militants du mouvement ouvrier :

La question de l'unité organique du Parti communiste et du Parti socialiste et la question de la création d'un nouveau parti révolutionnaire sont mises à l'ordre du jour simultanément dans le mouvement ouvrier.

Quels rapports voyez-vous entre ces deux questions ?

Etes-vous pour un nouveau parti révolutionnaire ? Et, dans l'affirmative, comment le concevez-vous et comment peut-il se réaliser

La semaine dernière, nous avons donné la réponse d'une camarade de St-Denis, qui fut du P.C. et du rayon de St-Denis (Doriot) et qui fut suspendue de cette organisation.

Aujourd'hui, nous publions la réponse du camarade Devreyer, militant du P.C. dès sa fondation, ancien secrétaire de la Bourse du Travail unitaire de Lille, aujourd'hui conseiller prud'homme des ouvriers du bâtiment à Lille; exclu du P.S. au dernier conseil national parmi la charrette de bolchéviks-léninistes. Signalons qu'une pétition pour sa réintégration pure et simple a été signée par près de 500 membres de la section lilloise. Nous donnons également l'essentiel de la réponse d'un membre du P.S., militant dans la région parisienne, particulièrement aux T.P.P.S.

(Lire la suite en 2e page)

PAR QUEL BOUT COMMENCER ?

L'Edification des groupes d'action révolutionnaire

L'horizon s'assombrit chaque jour, les militants hésitent entre leur volonté d'action révolutionnaire et leur crainte de « se couper de la masse » qui suit le Front populaire. Avec l'immense troupeau de Panurge, ils savent aller au gouffre, mais ils n'osent faire le barrage; ils ont compris le danger, ils seront encore plus responsables.

Il convient aussi de comprendre qu'approche le point où toutes les contradictions du régime vont éclater. Sous la pression de la misère, par la préparation intense à la guerre, une cohorte de rebelles se lèvera et brisera ses freins (Brest, Toulon). Ce moment-là comportera la réhabilitation par la victoire prolétarienne de ceux qui auront osé marcher « contre le courant ».

De toute façon, à l'heure présente, se taire ou limiter sa propagande à l'intérieur des organisations, c'est être complice de la capitulation.

Chaque parti a sa « discipline » qui étrangle toute avant-garde. Les directions sont à l'abri des critiques réciproques par le système des comités de coordination. On ne peut même plus, à Villeneuve-Saint-Georges, où le pavé porte les traces des balles tirées sur l'ordre des ministres radicaux, faire un meeting contre Herriot !

Les murs se couvrent d'affiches :

« Les jeunesses communistes déclarent ne nourrir aucune haine contre les étudiants des Jeunesses patriotes qui ne peuvent utiliser leurs diplômes et envers les employés « volontaires nationaux » travaillant à des traitements souvent inférieurs à ceux des jeunes ouvriers .»

(Lire la suite en 2e page)

d'une semaine à l'autre

DANS LE MONDE

La révolte en Egypte

Aux frontières de l'Abyssinie, la révolte des indigènes a éclaté. Les promesses vagues du nouveau ministre des Affaires étrangères britannique, Eden, n'ont pas ramené le calme. L'effervescence grandit, les émeutes se multiplient.

La lutte en Egypte aura ses hauts et ses bas. Le plus grave danger à l'heure présente, nous l'avons déjà écrit ici, ce ne sont pas les mitrailleuses anglaises, c'est la direction du mouvement entre les mains de la petite bourgeoisie indigène.

Le Parti ouvrier belge et le front unique

Le Parti communiste belge veut étendre la politique du front populaire à la Belgique ; mais il s'est heurté à un refus de l'organisation réformiste, le Parti ouvrier belge. Ce n'est pas que le P.C. belge tranche sur les autres P.C. par son révolutionnarisme; son défaut, c'est d'être petit. Et Vandervelde, Spaak et autres de Man sont si grands que Sa Majesté leur a fait l'honneur de les admettre à siéger au conseil des ministres. C'est ça, voyez-vous, qui te donne des titres à présider la IIe Internationale.

Une petite minorité lutte courageusement, pour peu de temps encore, dans le P.O.B. Pour grandir,

pour résister à la disproportion énorme entre elle et le poids des coopératives, sociétés de musique, etc., qui constituent la grande masse du P.O.B., c'est avant tout le mouvement révolutionnaire français grandissant qui en constituera un moyen précieux.

La politique des Etats-Unis

Pour s'orienter à travers toutes les variations de la politique américaine, il faut partir de quelques données fondamentales, et ne pas les oublier en cours de route pour prendre des vessies pour des lanternes et le président Roosevelt pour un socialiste ou un socialisant.

Les Etats-Unis s'étant formidablement développés, sont arrivés avec la guerre mondiale à supplanter en fait l'Empire britannique comme l'impérialisme le plus puissant. Leur marché intérieur ne suffisait plus à absorber leur production; il leur fallait gagner de nouveaux marchés et cela avait pour conséquence politique de battre en brèche le rôle des impérialismes européens sur le monde. Les Etats-Unis tendent à devenir le centre du monde, alors que l'Europe l'était depuis des siècles.

⁂

Pour ce faire, les Etats-Unis ont employé des moyens variés, parfois contradictoires, mais toujours conformes à leurs intérêts : d'abord à faire la S.D.N. où, sans y être membre, ils font par leurs « observateurs » connaître leurs volontés ; par les plans Dawes et Young, par le pacte Kellog, ils imposent dans la période de prospérité un certain équilibre européen. Aujourd'hui dans la période de crise, c'est plus difficile pour ne pas dire impossible.

Si demain, une puissance européenne pouvait menacer l'hégémonie américaine, soyez certain que les Etats-Unis trouveraient mille et un moyens de pousser l'Europe à la guerre, tout comme de vulgaires états de l'Amérique du Sud. Mais pour l'instant, les Etats-Unis voudraient avoir tout apaisement du côté européen, car les Japonais avancent sans cesse en Chine et deviennent ainsi peu à peu maîtres d'un marché énorme. C'est ce qui explique le discours de Roosevelt.

La politique intérieure des Etats-Unis est plus difficile à saisir. Autant l'économie est développée, autant les formes politiques aux Etats-Unis sont primitives : les classes sociales ne se sont pas constituées d'une manière stable, chacun pensait avoir un bâton de maréchal dans sa musette. Aussi les capitalistes utilisaient tel ou tel parti politique suivant des questions d'influence de personnages célèbres localement ou nationalement pour une période déterminée. Le républicanisme des démocrates vaut bien le démocratisme des républicains. Mais toujours le capitalisme yankee trouva son profit en portant à la présidence soit le cow-boy Roosevelt l'ancien, des clergymen plus ou moins hypocrites comme Wilson et Coolidge, un bussinessmann vulgaire comme un marchand de cochons de Chicago tel que Hoover. Le capitalisme des Etats-Unis prospéra dans la plus grande anarchie, sans aucune législation d'ensemble.

Avec le Roosevelt d'aujourd'hui et sa Nira, on aperçoit une tentative faite à la faveur de la crise pour instaurer une législation unique, pour affermir le pouvoir politique. Appuyé par certains groupes capitalistes, il se heurte à d'autres. Mais plus encore que des résistances conservatrices, il se manifeste de plus en plus une conscience de classe des ouvriers. Des grandes grèves ont eu lieu. Le mouvement ouvrier était jusqu'à présent entre les mains de gens qui y voyaient un métier tout comme d'autres sont gangsters de profession. Il commence à chercher sa voie à travers des difficultés inouïes. Le P. C. et le P. S. des Etats-Unis ont grandi à la faveur de la crise, mais ne sont encore que des organisations de propagande et, à leur tête, ne manquent pas des gens qui y cherchent à faire leur avenir et non celui de la classe ouvrière. Depuis bientôt deux années existe le Workers Party des Etats-Unis, formé par la fusion des bolcheviks-léninistes et d'un groupement ouvrier américain. Ce parti qui a un programme marxiste est encore faible, mais il a des liaisons et des racines surtout dans l'Est des Etats-Unis et c'est lui qui jouera dans l'avenir le rôle essentiel pour souder la classe ouvrière des Etats-Unis dans des combats qui seront à l'envergure du colosse américain.

1918-1919-1920 :

Révolte des troupes grecques en Crimée. Fraternisation avec les ouvriers russes.

1917-1918-1919 :

Inscriptions sur les églises : « La religion est l'opium des peuples ».

1917-1918-1919 :

Des centaines de compagnons de Lénine luttent pour la Révolution.

EN FRANCE

L'excuse du pirate

La 47e séance du procès Stavisky. Quand nous serons à cent... C'est l'heure des plaidoiries. Tissier, Hayotte, Dubarry, Garat et consorts : des honnêtes gens, qu'on vous dit !

D'autres comparses n'ont pas été inquiétés qui se nomment Laval, Raynaud, Tardieu : ça transparaît clairement si bien qu'on sera indulgent pour les prévenus. « Relevez-les tous », a lancé Me Nogueres, avocat de Garat.

Noguères a raison. Son client a sans cesse fait preuve de sentiments « moraux ». Voici ce qu'il écrivait dans *Le Matin* du 29 mai 1915, à propos du torpillage du *Lusitania :*

Couler des navires marchands inoffensifs sans donner à l'équipage et aux passagers le temps de les quitter. Cette cruauté n'a même pas l'excuse du pirate qui poursuit un but de rapine.

Messieurs les jurés, laissez-vous attendrir. Garat ne fut jamais un buveur de sang ou un monstre comme le héros du carrefour de la Belle-Epine. Il n'a joué que le rôle effacé de complice d'un grand détrousseur de l'épargne. S'il a aidé, grâce à sa situation, un « pirate qui poursuivait un but de rapine », eh bien ! excusez-le. C'était l'avis du *Matin* en 1915, c'est aussi l'avis intime de tous les prébendiers haut placés de 1936.

D'autres pirates...

Dans le même temps se poursuit méthodiquement l'approvisionnement des dépôts d'armes. Oh ! ça ne va pas sans accidents : de temps à autre, les contrebandiers se font pincer, mais le scandale est de suite étouffé. Témoin, cette semaine, ce wagon, *annoncé vide*, qui a été trouvé en gare de Montpellier, porteur de 3.000 fusils de guerre.

La question se pose donc : les pirates s'arment ; les ouvriers sont fondés à en faire autant. Mais il ne faut pas en rester aux velléités.

Au secours de nos frères indochinois

L'année 1935 aura été riche en grèves de toutes sortes, avoue « La Dépêche », journal du gouvernement Laval-Herriot en Indochine.

Grève des ouvriers postiers à Thudaumot, des cochers des « boîtes d'allumettes » qui, jusqu'ici réputés les plus soumis, ont montré leur courage et leur conscience de classe.

Grèves de la faim des prisonniers politiques de la maison centrale de Saïgon, recommencées plusieurs fois pour exiger la liberté de lire les journaux politiques.

Grève de la faim des camarades condamnés à mort à Lao-Bao (Annam).

Grève de la faim des prisonniers à Poulo-Condore pour exiger de bonne nourriture.

Coup de force contre les prisonniers politiques à Saïgon : on les transporte illégalement de force vers Poulo-Condore.

A Saï, cinq conseillers municipaux annamites ont été élus, malgré la coalition du gouvernement avec la bourgeoisie indigène et malgré la mobilisation de tout l'appareil administratif et répressif contre nos camarades.

A l'élection du conseil colonial, partout où nos camarades se sont présentés, les candidats bourgeois, soutenus par le gouvernement, ont été mis en échec au premier tour ; mais nos camarades ont été battus au second tour, par suite des pressions administratives et policières intimidant les électeurs.

La masse travailleuse indochinoise, après quatre ans de lutte héroïque, doit se replier devant l'ennemi mille fois puissant et devant l'inertie du front populaire ; elle prépare la prochaine bataille, dont le salut dépendra beaucoup de l'action de la classe ouvrière de la métropole, qui doit préparer la solidarité active en luttant contre l'ennemi commun Laval-Herriot-Daladier, pour instaurer le gouvernement des ouvriers et des paysans.

UN ANNAMITE.

Un pas en avant de l'Entente des J.S. de la Seine

Le parti S.F.I.O. par le moyen de son Comité fédéral mixte de la Seine a réuni, le 5 janvier, un Congrès dit de l' « Entente des Jeunesses Socialistes de la Seine ». Ce Congrès était destiné à créer une nouvelle organisation de Jeunesses Socialistes, en remplacement de celle qui existait, et luttait sur des mots d'ordre révolutionnaires qui étaient en contradiction avec la politique réformiste de la S.F.I.O.

En conséquence, les jeunes révolutionnaires ont été en bloc exclus, et pour maintenir leur organisation, ils ont dû la transporter sur le terrain de l'indépendance.

Il existe donc actuellement une organisation appelée Jeunesses Socialistes Révolutionnaires qui a des membres dans tout le pays et de nombreuses liaisons internationales.

Cette organisation aura comme principaux objectifs : la lutte contre l'union sacrée et pour le défaitisme révolutionnaire, pour la préparation de la prise révolutionnaire du Pouvoir et contre la collaboration de classes, et elle œuvrera pour la formation du nouveau Parti et de la nouvelle Internationale révolutionnaire.

Tout en menant sa politique propre et ses droits de critique vis-à-vis de toutes les organisations, elle pratiquera une politique de front unique avec les groupements de gauche, et travaillera au sein du Front Populaire.

L'édification des G. A. R.

(*Suite de la 1re page*)

On ne peut baisser la tête et se taire. Peut-on laisser répandre ce poison sans administrer le contrepoison de l'internationalisme prolétarien ?

Non : telle est la tâche des G.A.R. : *dans et hors les organisations officielles*, porter la parole révolutionnaire : grouper les révolutionnaires, les prépar' doctrinalement et matériellement au combat.

Les G. A. R. organisent leur activité

Une première assemblée des délégués de G.A.R. constitués et en constitution a eu lieu. Quarante militants représentant vingt-quatre localités y participaient. Un bureau de liaison a été désigné qui se réunit chaque samedi, à 16 h., 66, faubourg Saint-Martin.

Une carte a été éditée, établissant une cotisation de 5 francs par an.

Un bulletin de discussion intérieur aux G.A.R. doit paraître le 15.

Les affiches « Pas de réconciliation » dont nous avons donné le contenu dans notre dernier numéro ont été éditées (cinquante centimes l'une).

Ce même texte est édité en tract que les militants peuvent prendre à la permanence (dix francs le mille).

Une brochure développant le même thème de façon fort accessible sortira des presses mardi matin et sera immédiatement mise en vente (quinze centimes).

Dès la semaine prochaine, la campagne publique commencera, meeting à Saint-Denis, meeting dans le 19e.

Poursuivant sa tâche de rassemblement, le Comité de formation des G.A.R. a demandé une réunion commune à l'Entente des Jeunesses socialistes de la Seine et au groupe bolchévik-léniniste pour la collaboration systématique et l'unification de la propagande par la presse.

Une section socialiste décide la participation aux G.A.R.

Malgré la mise en garde renouvelée du *Populaire*, la majorité de la section de Clichy du Parti S.F.I.O. a adopté une résolution; le manque de place nous contraint à ne publier que son plus important extrait :

La section socialiste de Clichy considère comme un impérieux devoir, en l'absence nationalement et internationalement d'un parti révolutionnaire du prolétariat, de travailler au regroupement rapide par et pour l'action de tous les prolétaires animés d'une volonté de lutte de classe intransigeante, actuellement épars dans et hors les organisations.

.....

3) *La section socialiste de Clichy décide en conséquence de soutenir la création des G.A.R. tels qu'ils ont été préconisés par l'hebdomadaire* La Commune de Paris, *et désigne les camarades ... pour représenter la section dans le G.A.R. de Clichy en formation.*

Le travail est embrayé, que chaque militant comprenne son devoir et fasse en adhérant aux G.A.R. le premier pas pour que le prolétariat français reconstitue promptement son avant-garde révolutionnaire.

Une lettre du 19e

Notre démission du Parti socialiste a été acceptée comme suit par le secrétaire fédéral :

Cher camarade,

Bien reçu ta lettre du 15 décembre et pris acte de ta démission.

Membre d'un parti, si l'on se sent incapable d'appliquer la politique voulue par l'immense majorité de ce parti, c'est pure et simple loyauté que d'en démissionner.

Cela vaut mieux que d'en saboter le travail; ton exemple est une leçon. Leçon qui, je l'espère, sera comprise par un certain nombre de tes amis.

Cordialement.

Cette lettre vaut pour tes co-signataires à qui tu voudras bien la communiquer.

...il nous félicite de le laisser en paix tromper la majorité du parti, d'autres lui rendront la paix plus difficile, mais pourquoi *Le Populaire* qui publie les exclusions est-il muet sur les militants solidaires des exclus.

Salut révolutionnaire,

Besse.

NOTRE ENQUÊTE

Unité organique et nouveau parti

(*Suite de la première page*)

Nous entendons accorder une place encore plus grande à cette enquête où chacun peut et doit dire toute sa pensée. Militants, écrivez-nous.

Pour le nouveau parti

La Commune a ouvert une enquête sur la question de la formation du nouveau parti et demande l'avis des militants de différentes organisations : voici le mien.

Ce parti nouveau est absolument nécessaire. Pour ma part, je dis qu'il faut le créer le plus tôt possible si nous voulons éviter au prolétariat la plus effroyable des défaites. Les militants révolutionnaires sont maintenant fixés sur le rôle politique des deux partis soi-disant révolutionnaires.

Le P. C. est maintenant, de par sa politique, devenu un des plus grands ennemis de l'émancipation du prolétariat. Sur l'ordre de Staline, le P.C.F. est prêt à tous les compromis avec la bourgeoisie, pourvu que l'U.R.S.S. ne soit pas inquiétée et puisse continuer sa politique anti-révolutionnaire (pacte Laval-Staline, S.D.N.); ce parti a complètement abandonné son programme révolutionnaire; les « 21 conditions » sont pour les chefs devenues un lointain souvenir. Toutes les trahisons seront faites au nom de la mystique de l'U.R.S.S.

Le P.S. a continué à poursuivre sa politique de collaboration de classes. Dans son sein, les révolutionnaires sont chassés impitoyablement, la discipline et la démocratie s'appliquent à sens unique, la « gauche » est de plus en plus compromise par la politique de Blum.

Ce parti est également un frein dans le chemin de la lutte révolutionnaire.

Aujourd'hui, la mystique de l'unité organique suit son chemin, cette unité-là ne peut se faire que sur la base de l'Union sacrée et au prix de la trahison du prolétariat (1). Les combines parlementaires des deux sommets doivent être rejetées par le prolétariat. Celui-ci doit reprendre le drapeau abandonné par les deux partis et ce drapeau doit être celui de la 4e Internationale, sur les bases fondamentales qui furent celles de l'I.C. Il n'y a pas de temps à perdre. C'est tout de suite qu'il faut travailler à le créer. Partout, dans les villes et les campagnes, il faut sonner le rassemblement des travailleurs pour forger le nouveau parti révolutionnaire. Si nous ne faisons pas cela, nous porterons une responsabilité écrasante devant le prolétariat.

G. DE VREYER.

⁂

Deux solutions

Pour qui veut « voir clair », la situation est nette :

— Le Front Populaire a fait faillite;

— le P.C. est prêt à tout pour ne pas se couper, dit-il, des masses radicales ;

— le P.S. suit le mouvement pour ne pas se couper des communistes et ne pas rompre l'unité d'action — qui deviendra d'ailleurs bientôt impossible.

Alors, maintenant, que faire pour que demeure utile et utilisable l'énorme puissance révolutionnaire de la masse ? Réaliser l'unité organique ou créer un nouveau parti ?

La première solution comporte un énorme travail et nécessite des « élagages » sans pitié dans les deux forêts bureaucratiques où trop d'arbres poussent des branches gangrenées ou demeurent.

La seconde est, à mon sens, pleine d'aléas.

Celle de la réforme des partis

Alors, sans faire état d'exemples multiples et maintes fois produits, sans argumenter à perte de vue, il semble qu'on puisse affirmer que « l'unité organique ne vaudra que si les militants reprennent en main leur propre direction, que s'ils renoncent à suivre ceux qui les bernent, que s'ils admettent comme principe liminaire qu'ils ne doivent pas, jamais, suivre des hommes, mais seulement l'idée de la Révolution qu'ils veulent accomplir. Pour ainsi se reprendre, ils devront rejeter tout ce qui n'est pas intégralement révolutionnaire et nettoyer la route des scories qui l'encombrent. D'où : plus de réformistes, plus de progressistes, plus de gens néfastes qui croient qu'on peut composer avec l'ennemi de classe — ou veulent le faire croire et qui pensent réaliser l'impossible et éluder l'inévitable, faire l'économie d'une révolution.

Cela demande beaucoup de temps. Ce temps, l'avons-nous ? Si oui, tentons de régénérer, au sein de nos partis, l'esprit révolutionnaire. Si non, envisageons autre chose, pour éviter la catastrophe finale.

Celle du nouveau parti

Cet « autre chose », c'est le nouveau parti.

Si on admet qu'une minorité agissante puisse diriger la masse : parfait. Si on n'accepte pas cette idée : il faut s'abstenir. En effet, si nous créons un parti nouveau, c'est que le temps nous manque pour revigorer les vieilles formations ; et si nous avons peu de jours devant nous, nous risquerons de ne pas recruter beaucoup.

Toutefois, les deux solutions possibles procèdent du regroupement des hommes de l'avant-garde révolutionnaire. Ce regroupement pouvant se faire sur la base des Groupes d'Action révolutionnaire (G.A.R.), il me semble nécessaire de l'intensifier, car il sera le point de départ dans la poursuite des deux solutions.

— Au sein des Partis, les G.A.R. auront à charge de remonter le courant, de redresser la ligne politique et de pousser en avant dans la voie révolutionnaire.

—En cas d'exclusions massives ou d'échec irrémédiable, ils formeront immédiatement le noyau de base du Parti nouveau et, en même temps, les troupes de choc nécessaires.

Il n'y a d'ailleurs pas à formuler d'exclusive contre toute réforme de regroupement qui donnerait le résultat cherché.

Un petit-fils de Communard, membre du P. S.

(1) Dans le Nord, l'unité organique n'aura aucune valeur. Si nous examinons le rapport des forces, par exemple à Lille, le P.S. possède une influence énorme et une section à base ouvrière de près de 4.000 membres, tandis que le P.C. ne groupe que quelques centaines de membres. D'un autre côté, la Bourse du Travail confédérée groupe actuellement 22.000 syndiqués et les unitaires 1.500. Pour Roubaix, Tourcoing, le rapport des forces est du même ordre. Est-ce que nous pouvons laisser ce prolétariat si dense, avec un passé révolutionnaire, dans les mains de gens qui n'ont qu'un but : étouffer la volonté de lutte des travailleurs ?

1936 :

Athènes, 7 janvier. — Une délégation communiste s'est présentée au Palais royal. Elle y a fait une déclaration affirmant que le parti communiste, que la délégation représente, agira dans le cadre du régime actuel, considérant le roi Georges II comme une garantie contre le fascisme et contre tout régime autoritaire.

Rétablissement de la fête et de l'Arbre de Noël...

Des centaines de révolutionnaires sont déportés ou exécutés.

REVUE DE LA PRESSE

Leur crise, notre misère

Le « Journal de la Métallurgie » jette un coup d'œil d'ensemble sur la situation de la métallurgie en France :

A l'heure actuelle, les statistiques de chômage sont toujours aussi décevantes puisqu'au 7 décembre elles accusent 416.692 chômeurs inscrits, soit une augmentation de 7.226 unités sur la semaine précédente ; ce chiffre ne comporte qu'une augmentation de moins de 32.000 unités sur l'an dernier ; mais si l'on tient compte du grand nombre de travailleurs occupés à la Défense Nationale et du départ des ouvriers étrangers, on peut en déduire que le recul de l'activité privée est plus sensible qu'il n'apparaît à travers les statistiques. NOUS SOMMES DONC ARRIVÉS A UN POINT D'ATONIE QUI NE PEUT ETRE DÉPASSÉ SANS NOUS ACCULER A UNE SITUATION GRAVE.

(Usine, 14-12-35.)

Inondations et intérêts financiers

« L'Usine » nous démontre que l'extension des Aciéries de Longwy gagnera à la rectification de la Chiers, rectification entreprise « pour cause d'utilité publique », l'utilité publique et les intérêts des seigneurs de Longwy :

Pour cause d'utilité publique, l'administration a décidé d'entreprendre le travail de rectification de la Chiers, dans le but de protéger la région contre les dangers d'inondation que présente le cours actuel de cette rivière.

On sait que la Chiers a souvent gêné les extensions de diverses aciéries du bassin de Longwy. Ces travaux exécutés par l'administration seront certainement appréciés et permettront sans doute des installations jusqu'à présent différées par les aciéries.

Ouvrier de la Thomson contrôle « leur » crise !

L'« Information financière » avoue :

L'assemblée a approuvé l'opération de contraction du capital qui permettra de rendre disponibles à l'avenir les bénéfices réalisés.

Car ils en veulent à ton salaire

La « Journée Industrielle » fait campagne pour la réduction des salaires :

La situation en 1935 comparée à celle de 1927 s'établit comme suit : l'indice du coût de la vie est exactement au même niveau ; l'indice d'activité est de 12 % inférieur ; le taux du salaire nominal est d'environ 30 % supérieur.

Leurs bénéfices, leurs dividendes restent comparables grâce à la baisse de ton salaire réel

Compagnie Générale d'Electro-Métallurgie :

Les résultats sont restés comparables à ceux de l'exercice précédent, malgré le nouvel avilissement des prix de vente supporté par les usines de transformation, et le fléchissement important des profits du raffinage électrolytique du cuivre à l'usine du Palais.

Le coup du « Lusitania » Du wilsonisme au rooseveltisme

Toute la canaille impérialiste sait jouer sur le clavier sentimental humanitaire à son profit : quarante tués sont quarante tués ; la guerre impérialiste porte en elle le carnage ; abattre le capitalisme est notre seul salut, l'aider dans ses combats par des palabres humanitaires, c'est vouer le peuple au carnage et non à la libération.

L'« Action Française », avec son cynisme habituel justifie le carnage impérialiste par le précédent yankee et... la loi du système. C'est franc, on sait à quelles canailles on a à faire :

M. Franklin Roosevelt, champion et apôtre de « l'idéal démocratique, a lancé l'anathème aux sombres époques où « les roitelets et barons féodaux modifiant la carte de l'Europe tous les quinze jours et où « les grands empereurs et les grands rois se jetaient dans une lutte folle pour la possession d'un empire colonial ». On pourrait lui demander si c'est par la seule puissance de la persuasion que les Etats-Unis ont arraché le Texas au Mexique ou Cuba et Porto-Rico à l'Espagne. Mais il est inutile de discuter des vues historiques tout à fait dignes des manuels primaires. Si elles satisfont un auditoire de législateurs américains, c'est tant pis pour ceux-ci.

« L'Ami du Peuple » ne comprend pas que l'on fasse « tant de bruit ». Pour ces nationalistes, l'habitude coloniale c'est d'achever les blessés, alors pourquoi ce bruit :

A-t-on fait tant de bruit quand le jeune administrateur Bernard est mort il y a un an sous les balles éthiopiennes ? Il faisait simplement son devoir.

Le « Journal » démasque l'hypocrisie yankee :

Le 29 décembre 1890, en un endroit nommé Woundel Knee, les réguliers américains massacraient les derniers guerriers rouges qui défendaient encore la terre de leurs ancêtres. Ils mitraillaient pêle-mêle combattants et non-combattants. « A plus de trois kilomètres du champ de bataille, dit W.K. Moorehead, le sol était jonché de cadavres de femmes et d'enfants... » Mais cela est une autre histoire. Le général Sherman, le glorieux héros de Petersburgh et de Richmond, écrivait un jour à William Cody : « En 1862, il y avait environ 165.000 Pawnies, Sioux, Cheyennes, Kiowas et Apaches. Ils sont partis (sic) et ont été remplacés par le double ou le triple d'hommes et de femmes de race blanche, qui ont fait de cette terre un jardin et qui peuvent être recensés, taxés et gouvernés selon les lois de la nature et de la civilisation. Ce changement a été salutaire. »

Quant à l'« Information Financière », son hypocrisie est délicieuse :

Le peuple américain est naturellement hostile à toute bravade, à tout abus de la force. La défense du droit prête volontiers à la raillerie auprès de citoyens un peu trop déniaisés...

La presse du Front Populaire donne le ton. Manchette de l'« Humanité » :

Le siège de la Croix Rouge Internationale est à Genève...

Les agents français de Mussolini trouvent sans doute que c'était une raison suffisante...

et titre :

LES BOMBARDEURS D'HOPITAUX DEVANT L'OPINION MONDIALE

Dans le « Populaire », Blum engage l'Amérique à une autre conclusion... et donne à Roosevelt un certificat d'honnêteté :

Mais il a raison quand il déclare qu'un discours opérant un tri si rude entre les nations pacifiques et les autocraties guerrières aurait comporté une autre conclusion logique qu'une loi de neutralité. Nul n'en doit être d'ailleurs plus pleinement convaincu que M. Roosevelt lui-même.

Certes, « il faut choisir »

La Tribune Libre du « Populaire » tente d'équilibrer les articles de la première page. Marceau Pivert y définit la politique de la Gauche révolutionnaire, *non sans que Blum lui enfouisse des articles sous son proverbial chapeau, ce qui fut le cas d'un récent article.*

Dans le numéro du 7 janvier, Marceau Pivert, sous le titre « il faut choisir », traite du programme de la Gauche révolutionnaire, *après s'être poliment excusé à l'égard des parlementaires S.F.I.O. qui ont voté les lois scélérates sur l'armement, Marceau Pivert nous expose ce que doit faire un gouvernement socialiste ; le programme est sur bien des points excellent, mais là où nous n'y comprenons plus rien, c'est quand Pivert écrit :*

Exemple : Dès la formation du gouvernement, celui-ci doit dissoudre les formations fasoistes qui ont participé au 6 février 1934, arrêter leurs chefs, confisquer leurs biens et les attribuer aux organisations prolétariennes et aux chômeurs.

S'il tarde, ou hésite, les milices populaires, qui doivent se constituer partout, procèdent directement à cette arrestation et à cette expropriation.

Marceau Pivert suppose-t-il que La Roque et ses milliers de dispos seront en léthargie jusqu'à la formation du gouvernement ?

Et quand il nous propose :

La caste militaire sera brisée et un recrutement démocratique institué dans l'armée avec droits politiques et liberté d'association pour les soldats.

Tous les traités secrets seront publiés ; le service militaire ramené à six mois ; le budget de la guerre considérablement réduit ; et un appel au désarmement général simultané et contrôlé sera lancé à travers le monde.

De quel Etat s'agit-il ?

La Gauche révolutionnaire avait sur son drapeau « Le gouvernement ouvrier et paysan ». Nous n'en sommes plus là, il s'agit maintenant de « l'occupation du pouvoir ».

Quand nous serons au pouvoir, ça va barder ! Mais comment y parviendrez-vous sans lutte armée, sans action de classe.

Marceau Pivert nous avait habitués à bien des fluctuations, mais celle-ci est décisive.

Un semblable langage permet à la « Liberté » du 9 janvier d'appeler les bourgeois à la réscousse... et désarme politiquement les ouvriers en face d'une question décisive : la lutte pour le pouvoir.

« Confiance dans les masses », phrase générale avec lesquelles, en s'excusant, on les trompe...

Marceau Pivert, par cet article, semble avoir singulièrement « choisi ».

Gracchus Babœuf

(*Suite de la 1re page*)

Relaché, Babœuf et ses amis regroupent les révolutionnaires extrêmes contre la réaction. Les forces s'organisent. Dès mars 1796 une organisation secrète est créée. Elle mène une propagande active. Les sympathies sont grandes dans les faubourgs, dans l'armée et même la police.

Le régime du Directoire, corrompu et impuissant, se discrédite. La réaction progresse sans cesse. Les masses veulent agir. Prévenant des mouvements prématurés l'organisation de Babœuf prépare l'action. L'heure décisive approche ; on prend les dernières mesures.

Un traître s'est introduit dans l'organisation. Il vend les babouvistes au gouvernement : le 21 floréal an IV, Babœuf, Buonarroti et leurs amis sont arrêtés.

Le gouvernement craignait un procès public devant un jury parisien. Les conjurés comparaissent fin août 1796 devant la Haute-Cour à Vendôme, devant un jury de réactionnaires féroces. Le procès dure trois mois et met aux prises les farouches révolutionnaires qu'étaient les accusés avec les défenseurs de la propriété.

Babœuf est condamné à mort et guillotiné le 28 mai 1797, à 36 ans.

La mort ne mit pas fin au communisme révolutionnaire, terreur des défenseurs de l'ordre nouveau. L'abolition de la propriété privée allait devenir le drapeau du prolétariat socialiste.

LE PROGRAMME DE BABŒUF

Un passage du " Manifeste des Égaux "

« Eh bien ! nous prétendons désormais vivre et mourir égaux comme nous sommes nés, et nous voulons l'égalité réelle ou la mort. Voilà ce qu'il nous faut.

« La Révolution française n'est que l'avant-courière d'une autre révolution bien plus grande, bien plus solennelle et qui sera la dernière.

« Le peuple a marché sur le corps aux rois et aux prêtres coalisés contre lui. Il en sera de même aux nouveaux tyrans, aux nouveaux tartufes politiques assis à la droite des anciens.

« Ce qu'il nous faut de plus que l'égalité des droits ?

« Il nous faut non pas seulement cette égalité inscrite dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen : nous la voulons au milieu de nous, sous le toit de nos maisons...

« Législateurs et gouvernants, qui n'avez pas plus de génie que de bonne foi, propriétaires riches et sans entrailles, en vain essayez-vous de neutraliser notre sainte entreprise en disant : ils ne font que reproduire cette loi agraire demandée plus d'une fois avant eux.

« Calomniateurs, taisez-vous à votre tour, et dans le silence de la confusion, écoutez nos prétentions dictées par la nature et basées sur la justice.

« La loi agraire, ou le partage des campagnes, fut le vœu instantané de quelques soldats sans principes, de quelques peuplades mues par leur instinct plutôt que par leur raison. Nous tendons à quelque chose de plus sublime et de plus équitable : le bien commun ou la communauté des biens.

« Plus de propriété individuelle des terres. La terre n'est à personne ; les fruits sont à tout le monde.

« Nous déclarons ne pouvoir souffrir davantage que la très grande majorité des hommes travaille et sue au service et pour le bon plaisir de l'extrême minorité.

« Assez et trop longtemps, moins d'un million d'individus disposèrent de ce qui appartient à plus de vingt millions de leurs semblables et de leurs égaux.

« Qu'il cesse enfin ce grand scandale, que nos neveux ne voudront pas croire !

LIVRES

Prisonnier de Hitler

de Stefan Lorant

(*Albin Michel, éditeur*)

Stefan Lorant, sujet hongrois, rédacteur en chef de *La Presse illustrée*, grand hebdomadaire munichois sans aucune couleur politique, est arrêté dès que les nazis se sont emparés de la Bavière.

Pendant plus de 6 mois, il reste en « prison protectrice » sans être interrogé, sans obtenir le motif de son incarcération. Sa femme, qui remue ciel et terre pour obtenir sa libération, est arretée à son tour.

Lorant a tenu, au jour le jour, un journal de sa captivité. En un style simple, précis, sans littérature inutile et sans acrimonie, il raconte le désespoir de ces hommes enfermés parce qu'ils gênaient des nazis qui en voulaient à leur situation.

S'il n'a pas été maltraité lui-même, il a vu les supplices physiques imposés à d'autres. Haine brutale des nationaux-socialistes contre leurs adversaires politiques d'hier, contre les Juifs, contre des hommes victimes de délation ou de jalousie.

Ce livre est un document de premier ordre. Toute la mesquinerie, la brutalité, le cynisme, la cruauté et aussi l'incompétence, les faiblesses du régime d'Hitler, éclatent dans cette histoire, où toutes les vérités sont esquissées très objectivement.

Au début, Lorant raconte comment Roehm et les nazis se sont emparés du gouvernement bavarois : « Et que faisait le Dr Held, premier ministre de Bavière ? Il continuait à employer les armes strictement parlementaires : il téléphonait, protestait, adressait une plainte au gouvernement prussien... »

De cette histoire, comme de toute l'histoire, le lecteur aura des leçons à tirer.

pas de connaissance sans action ...

pas d'action sans doctrine

UNE PAGE DE LÉNINE

L'État bourgeois, instrument du Capital

Le passage suivant est extrait d'une conférence faite par Lénine en 1919 à l'Université Sverdlov pour préparer des cadres du Parti bolchévik. Cette conférence traita de l'Etat et expose en termes particulièrement simples et puissants ce qu'est l'Etat, organisme de classe, et son évolution dans le développement de la société.

Nous reproduisons ici le passage qui met à nu ce qu'est l'état démocratique bourgeois. Dans un passage de Guesde publié il y a 15 jours, ressortait l'opposition classe ouvrière contre classe bourgeoise. En publiant ce passage de Lénine, nous voulons mettre en lumière le rôle exact de l'Etat capitaliste sous sa forme démocratique dans la lutte classe contre classe. Il importe d'en être profondément imprégné au moment où la politique du Front populaire présente la démocratie capitaliste comme un talisman contre la marche du fascisme.

Ce mensonge bourgeois, à savoir que l'Etat est libre et est appelé à défendre les intérêts de tous — est soutenu et défendu non seulement par les hypocrites conscients, par les savants et les popes, mais par des masses de gens répétant sincèrement les vieux préjugés et incapables de comprendre le passage de la vieille société capitaliste au socialisme. Non seulement ceux qui se trouvent sous la dépendance directe de la bourgeoisie, sous le joug du Capital, ou qui sont achetés par le Capital (il y a une foule de savants, d'artistes, de popes, etc., au service du Capital), mais ceux mêmes qui tout simplement se trouvent sous l'influence du préjugé de la liberté bourgeoise, tous, dans le monde entier, sont partis en guerre contre le bolchévisme, parce que, dès sa fondation, la République soviétique avait rejeté ce mensonge bourgeois et déclaré ouvertement : vous appelez libre votre Etat ; or, en réalité, tant que la propriété privée existe, votre Etat, même si c'est une République démocratique, n'est rien d'autre qu'une machine entre les mains des capitalistes, faite pour opprimer les ouvriers ; et plus l'Etat est libre, plus ce fait se révèle nettement. Un exemple : la Suisse en Europe, les Etats-Unis en Amérique. Nulle part, le Capital ne règne avec autant de cynisme et de cruauté, et nulle part on ne le voit aussi nettement que précisément dans ces deux pays, quoique ce soient des Républiques démocratiques, malgré leur fin peinturlurage, malgré tous les boniments sur la démocratie laborieuse et l'égalité de tous les citoyens. En réalité, c'est le Capital qui domine en Suisse et en Amérique, et toutes les tentatives qu'y font les ouvriers pour obtenir une amélioration tant soit peu sérieuse de leur situation se heurtent immédiatement à la guerre civile. Dans ces pays il y a moins de soldats et l'armée permanente y est moins nombreuse ; en Suisse existe la milice et chaque citoyen de ce pays garde un fusil dans sa maison, en Amérique tout récemment encore il n'y avait pas d'armée permanente ; aussi, dans ces pays, en cas de grève, la bourgeoisie prend les armes, enrôle des soldats et écrase la grève. Et nulle part cette répression du mouvement ouvrier ne s'effectue avec une férocité aussi implacable qu'en Suisse et en Amérique, nulle part l'influence exercée par le Capital sur le Parlement ne se manifeste aussi fortement que précisément là-bas. La puissance du Capital, c'est tout ; la Bourse, c'est tout ; tandis que le Parlement, les élections ne sont que pantins, que jeux de marionnettes... Mais plus cela continue, et plus les yeux des ouvriers se dessillent, et plus l'idée du pouvoir soviétique se propage, surtout après la tuerie sanglante que nous venons de traverser. La nécessité d'une lutte sans merci contre les capitalistes devient de plus en plus claire aux yeux de la classe ouvrière.

Quelles que soient les formes revêtues par la République, même la plus démocratique, si c'est une République bourgeoise, s'il y subsiste la propriété privée sur la terre, les usines et les fabriques, et si le capital privé y tient toute la société en état d'esclavage salarié, autrement dit si l'on n'y réalise pas ce que proclament le programme de notre Parti et la Constitution soviétique, alors cette République est une machine qui sert aux uns à opprimer les autres. Et cette machine nous la prendrons entre nos mains, les mains de la classe qui doit renverser le pouvoir du Capital. Nous rejetterons tous les vieux préjugés d'après lesquels l'Etat, c'est l'égalité universelle. Ce n'est qu'un leurre : tant que l'exploitation existe, il ne peut y avoir d'égalité. Le propriétaire foncier ne peut être l'égal de l'ouvrier, l'affamé celui de l'homme repu. La machine qui s'appelle l'Etat et devant laquelle les hommes s'arrêtent avec un respect superstitieux, prêtant foi aux vieux contes affirmant que l'Etat personnifie le pouvoir du peuple tout entier, cette machine, le prolétariat la rejette et dit : C'est un mensonge bourgeois. Nous avons enlevé cette machine aux capitalistes, nous l'avons prise pour nous. Avec cette machine ou cette massue nous écraserons toute exploitation, et lorsque sur la terre il n'y aura plus de possibilités d'exploitation, plus de gens possédant des terres et des fabriques, plus de gens se gavant au nez des affamés, lorsque de pareilles choses seront désormais impossibles, alors, seulement, nous mettrons cette machine au rancart. Alors il n'y aura ni Etat, ni exploitation.

LE DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE EN PRATIQUE

Les luttes de la Ruhr en 1923

QUELQUES années après la guerre, les industriels français avaient du fer, mais ils n'avaient pas de charbon. Or, sans charbon, pas moyen de transformer le fer en acier.

Les magnats de la sidérurgie ne voyaient pas sans convoitise la richesse de la Ruhr, qui avait, en son sol, de quoi permettre aux aciéries françaises de marcher à plein rendement.

Le Comité des Forges exigea ce charbon !

Ces « inavouables intérêts matériels » revêtus par Poincaré-la-Guerre des mots trompeurs de sécurité, paix, maintien de la civilisation, ce fut l'invasion, l'occupation de la Westphalie et de la Ruhr.

La masse du peuple accepta cette entreprise de rapines. Au nom du prolétariat, le Parti communiste, la Jeunesse communiste, se dressèrent, à cette époque, contre cette nouvelle menace de guerre. Dans cette Allemagne au paroxysme du nationalisme et de la misère, la présence de soldats français pouvait occasionner de nouvelles causes de conflit.

Pour agir sur les foules ouvrières des délégués du prolétariat français et allemand se réunirent à Essen. Ils établirent un plan de lutte contre leurs deux gouvernements. La tâche ne fut pas commode, la propagande pour la fraternisation fut difficile. Il fallut lutter avec énergie contre la vague chauvine.

Les premiers jours de janvier 1923, pénétrant en territoire allemand, les troupes françaises eurent la surprise de lire, sur les murs, des affiches les invitant à fraterniser.

Dans l'histoire, c'était la première fois que, d'une façon consciente, la méthode préconisée par le grand Lénine était appliquée.

Par les grèves, les manifestations admirables de mars 1923, les travailleurs allemands firent leur devoir de classe. Ils tombèrent, héros de la fraternisation, sous les balles de soldats français.

Le 1er mai, l'*Echo de la Ruhr* lance un appel aux ouvriers français :

Soldats français !
Camarades !

Le 1er mai, jour du prolétariat international, les ouvriers de la Ruhr vous saluent. Frères de classe d'outre-Rhin ; vos exploiteurs, ces politiciens cherchent à vous dresser contre les travailleurs allemands. Mensongèrement, ils vous racontent que vous allez combattre dans la Ruhr Stinnes et consorts. Nos industriels ne se remplissent pas moins les poches que vos Schneider et Loucheur. Les exploités sont les ouvriers de la Ruhr et vous, les soldats français. Au milieu de la lutte capitaliste, nous vous crions : « Vive la solidarité internationale de tous les ouvriers, ceux qui portent le tablier comme ceux qui sont en uniforme ! Vive la lutte commune des prolétaires d'Allemagne et de France contre leurs exploiteurs et contre l'impérialisme ! A bas le militarisme ! »

Le commandement donne l'ordre d'arracher ces affiches ; les soldats refusent. Toutes les nouvelles se rapportant à la fraternisation des ouvriers français et allemands sont censurées par le général Degoutte.

Octobre 1923, en de tragiques journées, chaque exploité attend fébrilement la Révolution allemande.

Nous avons vécu des heures angoissantes, dit un témoin et héros du drame. *Nous autres, les soldats français, nous nous posions souvent cette question : « Allons-nous être les fossoyeurs de la Révolution allemande ? »*

Tracts, affiches, journaux, meetings, tout fut employé comme antidote du poison chauvin.

L'armée de la Ruhr se décompose !

Poincaré réprime durement. Près de 200 arrestations eurent lieu : ouvriers allemands, femmes, jeunes filles, civils, soldats et sous-officiers français furent emprisonnés.

Mais, plus forte que la répression, la fraternisation triomphe !

A Gelsenkachen, une mutinerie se produit au camp d'aviation française. Dix soldats sont arrêtés. A Neustadt, le 28e régiment de tirailleurs refuse de tirer sur les chômeurs allemands qui étaient entrés dans l'hôtel de ville. A Duisbourg, une patrouille de soldats belges prend la tête d'une manifestation au chant de *L'Internationale*. Déjà, à Kehl, en avril, des soldats du 170e régiment d'infanterie avaient chanté *L'Internationale*.

Fou de rage, Poincaré fit perquisitionner et occuper les locaux communistes. Plus de 100 années de prison furent distribuées aux camarades allemands.

A Mayence, dans un procès fameux — dont nous reparlerons en temps utile — le Conseil de guerre distribua des dizaines d'années de prison (R. Sozeray, 10 ans ; Harduin, Lemire, Lingat, 2 ans ; les civils Benkovick, Ben Lekhal, Dysha, Fife, etc...), après une parodie de justice, bien dans la note militaire.

Mais il n'en reste pas moins que la fraternisation avait vaincu. Elle a fait davantage pour l'évacuation de la Ruhr que cent séances de la Société des Nations.

Il faut le dire : cette fraternisation avait été admirablement préparée et organisée par les Jeunesses communistes tant de France que d'Allemagne et dans la Ruhr.

Dans les heures graves et décisives que nous vivons, alors qu'il ne reste malheureusement plus rien que des souvenirs de révolutionnaires dans les J. C., souvenons-nous de l'exemple de la Ruhr.

Reprenons la lutte antimilitariste, à la Lénine, la seule qui ait porté des fruits. Et développons rapidement une jeunesse révolutionnaire solide comme un roc, qui suive la voie tracée par les condamnés du procès de Mayence.

NOS ENNEMIS

Sir Henry Deterding

Les véritables maîtres de l'économie capitaliste internationale, ceux qui contrôlent et dirigent les grandes Banques, les Trusts, les Compagnies de Chemin de fer ou de Navigation, la Presse, les marchés du pétrole ou du blé, du matériel électrique ou des mitrailleuses, sont généralement peu connus de la classe ouvrière : ils préfèrent mettre en avant, pour exécuter leurs directives, les divers mannequins de rechange qui s'agitent dans les Ministères, les Chambres et les Sénats, et dont ils tirent les ficelles.

Il est donc du plus haut intérêt pour les travailleurs qu'ils connaissent ces grands magnats, leur place dans les divers Conseils d'administration qui rognent les salaires des ouvriers et engloutissent les économies des petits commerçants, leur rôle dans la politique intérieure et internationale, dans l'élaboration des décrets-lois ou dans la préparation des coups d'Etat, dans le déclanchement des guerres impérialistes ou des brigandages coloniaux. Le capitalisme ne semblera plus ainsi une divinité malfaisante et abstraite, mais apparaîtra à l'ouvrier sous l'aspect concret de ses exploiteurs savamment organisés pour le dépouiller.

Pour aujourd'hui, voici quelques mots sur l'un de ces puissants capitalistes (plus de 100 milliards !) : Sir Henry Deterding :

Fils d'un capitaine au long cours hollandais et d'une javanaise, il fut d'abord petit employé de banque à Amsterdam, puis travaille à Sumatra dans la filiale d'une Société d'exploitation des sources du pétrole des Indes néerlandaises. Cette Société devint plus tard la célèbre *Royal Dutch*, et Deterding, énergique et sans scrupules, en devint bientôt le directeur général.

Après plusieurs opérations importantes, il réalisa en 1897 la fusion de la Royal Dutch avec la *Shell* anglaise, qui disposait d'une flotte de bateaux-citernes, et s'empara du marché du pétrole en Asie Mineure. Il devint alors le concurrent le plus redoutable de la puissante *Standard Oil Co* de l'Américain Rockfeller, et une lutte terrible commença.

Après avoir créé de nombreuses Sociétés filiales : *Compagnie Batave des Pétroles, Anglo-Saxon Petroleum*, la Royal Dutch, déjà avant la guerre, s'attaqua à la Standard Oil sur le sol même des Etats-Unis, y créa des Sociétés concurrentes et s'établit solidement en Californie et au Texas. Deterding menait la lutte contre le Trust Rockfeller en finançant de violentes campagnes de presse, et en subventionnant le parti démocrate, adversaire du parti républicain, subventionné par la *Standard*.

La guerre de 1914 provoqua une forte extension des affaires de Deterding : celui-ci avait acquis une part importante des exploitations de Bakou, en Russie, et il devint le principal fournisseur de l'Amirauté britannique.

Mais, en 1917, la Révolution russe, qui expropria les capitalistes, causa une perte grave pour la Royal Dutch, qui perdait ainsi ses terrains pétrolifères de Bakou.

Ne pouvant obtenir d'indemnité pour ceux-ci, Deterding engagea une lutte violente contre le gouvernement des Soviets. La fausse lettre de Zinoviev, qui amena la rupture anglo-soviétique et fit tomber le premier gouvernement Mac-Donald, le rappel de Rakowsky, l'ambassadeur soviétique à Paris, ont été l'œuvre de Deterding, tout comme la politique financière et férocement anti-ouvrière de Colijn, aux Pays-Bas.

Les légendaires « pronunciamento » du Mexique, les coups d'Etat du Venezuela (où intervenaient les fusiliers marins américains), les conflits de Mossoul, de Perse, la guerre du Chaco, sont autant d'aspects politiques de la lutte qui oppose les deux géants du pétrole : Standard Oil contre Royal Dutch.

C'est ainsi que le capitalisme mondial précipite, au son des hymnes patriotiques, les peuples les uns contre les autres, sans que ceux-ci sachent qu'ils sacrifient leur peau à la guerre pour ceux qui les affament en temps de « paix ».

A NOS LECTEURS

« La Commune » se développe progressivement. Il n'est pas un poste (vente, abonnements, souscription) qui ne soit ou maintenu ou en progression. Mais cela ne veut pas dire que l'avenir est assuré. Il faut davantage d'efforts de nos amis et lecteurs Chacun doit s'ingénier : qui ne peut verser un abonnement peut souscrire, vendre des journaux, trouver de nouveaux lecteurs, etc...

Si vous ne voyez pas vous-mêmes ce que vous pouvez faire, venez nous voir, écrivez-nous ; nous trouverons ensemble le meilleur moyen de faire vivre « La Commune ».

A propos de notre Concours

De nombreuses réclamations nous étant parvenues ayant trait à notre concours du Caméléon, le Comité de rédaction a décidé de le supprimer. Nous étudions présentement une autre formule de concours pour le remplacer.

SCIENCES

Pour ne pas perdre à la loterie...

En ces temps de fumisterie, où les charlatans de tout poil nous comblent de leurs prédictions et de leurs méthodes pour gagner à la Loterie, nous voulons, nous aussi, être agréables à nos lecteurs et les entretenir du hasard et de la chance.

Nous n'invoquerons pas l'argument classique de « l'immoralité de la Loterie » ; nous démontrerons simplement le mécanisme des jeux de hasard pour en montrer le *contenu réel*, comme les marxistes font de toute chose, prédication, morale ou programme politique.

Un mot tout d'abord : il arrive souvent que les organisations ouvrières organisent des loteries et des tombolas, et nous n'avons aucune objection à faire à cela : c'est en réalité une souscription volontaire à laquelle consentent les camarades qui participent à ces tombolas ouvrières, pour leur organisation ou pour la solidarité prolétarienne.

Mais une chose est, pour un travailleur, de verser quelques gros sous dans la caisse de solidarité de son organisation ; et autre chose est de laisser cet argent, impôt volontaire en quelque sorte, dans les coffres-forts de l'Etat capitaliste qui protège les exploiteurs.

Et c'est seulement cela que nous visons.

⁂

Qu'est-ce que le hasard ? On dit qu'un événement est dû au hasard lorsque les lois naturelles qui l'ont déterminé nous sont inconnues et qu'en conséquence, cet événement était imprévisible.

Cependant, le *calcul des probabilités*, basé sur la loi des *grands nombres*, permet d'établir dans quelles *limites* un événement est *possible*.

C'est ce calcul des probabilités qui est appliqué dans l'évaluation des assurances, rentes viagères, dans les tirs de l'artillerie, etc.

Les *probabilités* sont les raisons qui nous font penser qu'un événement se produira ou ne se produira pas.

Elles sont *favorables* ou *défavorables* selon qu'elles s'additionnent dans l'un ou l'autre sens, et un événement est dit *probable* si les chances favorables sont les plus nombreuses.

Le *rapport* qui existe entre le nombre de probabilités favorables et le nombre total des probabilités (favorables + défavorables), s'appelle *probabilité mathématique*.

Admettons qu'une loterie soit composée de 1.000 billets. Si vous en prenez 1, votre chance de gagner le « gros lot » est de 1 : 1.000 ; si vous en prenez 10, votre chance augmente et devient 10 : 1.000 ; mais pour avoir la *certitude* de gagner, il faudrait avoir *toutes* les chances, c'est-à-dire tous les billets.

Revenons à notre exemple de 1 billet, pour lequel la probabilité de gagner est de 1 : 1.000, en supposant toujours qu'il n'y a que 1.000 billets dans cette Loterie.

Le résultat se complique (sans que vos chances s'améliorent, bien au contraire) avec les conditions du tirage (boules numérotées, lettres de séries, etc.)

Là, intervient alors la loi des *probabilités composées* : ainsi, par exemple, si les 1.000 billets en question sont ceux d'un « sweepstake » comportant 10 chevaux concurrents, votre chance se réduit à 1 : 1.000 × 1 : 10 = 1 : 10.000. Et nous n'indiquons là que l'exemple le plus simple, pour que soit bien saisi le mécanisme général de ces opérations.

En définitive, les mathématiques sont formelles sur ce point : dans tous les jeux de « hasard », roulette, loteries, sweepstake, et autres machines à extorquer de l'argent, *qui tente la chance perd*.

C'est entendu, il y a de temps en temps un original qui gagne, mais le calcul prouve (et l'expérience confirme) que si ce malheureux gagnant continue dans cette voie, il perdra infailliblement et enrichira simplement les tenanciers de la Foire, grande ou petite, si nationale que soit celle-ci.

Vous connaissez maintenant ce que nous vous avions promis de vous révéler : le moyen le plus sûr de ne pas perdre à la Loterie.

CINÉ

TCHAPAIEV

au Cinéma du Panthéon

Programme de films soviétiques au cinéma du Panthéon, mais le prix des places n'est pas très « prolétarien ».

Tchapaïev, un des héros de la guerre civile. Le sens du combat, un courage intrépide et sans connaissances politiques. Il dirige sa troupe en chef de partisans plus qu'en soldat rouge conscient. D'où des difficultés avec le commissaire communiste Fourmanov, auquel il finit par être profondément attaché. Des scènes héroïques de la guerre civile, une attaque « psychologique » des blancs, la mort de Tchapaïev dans un coup de surprise de l'ennemi. Bien que l'on constate un recul appréciable par rapport aux films soviétiques d'il y a dix ans, ce film, par son sujet, possède une force révolutionnaire que la censure ne peut non plus mutiler.

Par contre, avant Tchapaïev (Moscou 1917), un film soviétique, style Moscou 1935. Un kolkhoze. La morale du film : travailler comme des brutes, faire des enfants et jouer de l'accordéon. Le « héros », secrétaire du soviet, passe des heures à effeuiller des marguerites, et finit par triompher des koulaks... en jouant de l'accordéon. Dégénérescence totale : pas un souffle d'esprit révolutionnaire. Avec la technique inspirée des maîtres du « Potemkine » et de « la Mère ». Un film à siffler.

NOTE DE LA REDACTION

L'abondance de copie nous oblige à laisser sur le marbre entre autres :

Notre budget. Des articles sur l'enfance, le stakhanovisme, des correspondances...

Envoyez-nous vos articles à temps pour nous permettre une meilleure utilisation. Et aussi faites un gros effort pour nous permettre 6 pages.

OUVRIERS . PAYSANS . SOLDATS

Des grèves partielles à la grève générale

La force véritable du mouvement syndical se traduit par la résistance qu'il peut opposer au capitalisme. Un syndicat puissant, groupant de nombreux adhérents, pourvu d'un riche appareil administratif ne remplit même pas l'office d'un épouvantail à moineaux s'il ne peut, au cours des périodes critiques de la bataille économique, imposer la volonté prolétarienne au patronat.

L'arme par excellence du syndicat, c'est la grève. Les responsables d'organisations syndicales qui comprennent toute l'importance de leur charge, doivent préparer méthodiquement la grève. Là, comme partout ailleurs quand il s'agit d'une action de masse, il ne faut rien laisser à l'improvisation.

Or les pontifes du syndicalisme se moquent actuellement de la grève. Ils s'abritent derrière le recours au referendum pour se gargariser de l'action passée. Ils en tirent dans les meetings des trémolos et des phrases sonores. Autant en emporte le vent !

⁂

Les grèves qui éclatent et se multiplient ont un caractère anarchique. Elles sont spontanées. Une corporation, particulièrement écrasée, retrouve brusquement le seul moyen de lutte : l'action, c'est-à-dire la grève.

Les chefs syndicaux qui n'ont su ni prévoir, ni organiser désavouent assez souvent, parlant de meneurs, de provocations. Le plus souvent ils incitent les ouvriers à se contenter de maigres avantages concédés par le patronat. Parfois même les travailleurs reprennent le chemin de l'usine, comme après les récentes grèves de la vallée du Giers (aciéries de la Marine et Homécourt), alors que les journaux patronaux peuvent écrire (*Journée Industrielle*) que rien n'a été cédé ! Les rotomontades de la presse dite « ouvrière » ne changent rien aux faits.

⁂

La volonté d'agir s'avère, dans les mouvements nombreux de ces dernières semaines, vivace dans la classe ouvrière. Cette énergie vive s'échappe, se dissipe en grande partie, dans ces grèves non préparées et fatalement vouées à l'échec parce que fragmentaires, sans direction, sans chefs. Les responsables freinent étant adversaires de toute action directe. La politique de collaboration avec la bourgeoisie dans le Front populaire a ses exigences. Par leur pusillanimité, leur lâcheté, ils se font complices de l'oppression.

Les ouvriers qui comprennent de plus en plus qu'ils n'obtiendront rien sans le recours à l'action directe doivent briser le freinage de tous ces incapables. Dans toute lutte, ils doivent exiger la désignation, parmi les ouvriers en lutte, du comité de grève. Celui-ci dirigera, organisera, maintiendra une agitation permanente, restera en contact avec le comité de grève de la tôle voisine, forcera les syndicats à étendre le mouvement : la grève ne restera pas locale mais s'étendra de proche en proche.

Ce n'est que par ce travail méthodique que se créera la solidarité indispensable et se forgera la grève générale.

⁂

La grève générale ! Voilà le moyen que les travailleurs doivent préparer inlassablement. C'est à son organisation qu'ils travailleront chaque jour. C'est par elle qu'ils pourront ouvrir la voie vers le gouvernement des ouvriers et des paysans.

C'est vers elle qu'il faut orienter la force qui se traduit dans les grèves actuelles.

CONVOCATIONS

Rédaction. — Samedi à 19 h., discussion du numéro paru. — Lundi, à 20 h. 30, Rédaction du numéro suivant.

Bureau régional. — Samedi 16 heures précises au 66, faubourg Saint-Martin.

10e. — Le G. A. R. du 19e organise pour la semaine prochaine une série de réunions sur le repaire fasciste de la rue des Vinaigriers. Des affiches annonceront le lieu de la réunion.

G.A.R. du 18e arrondissement. — Réunion à 21 heures, mercredi 15 janvier, 39, rue Stéphenson. Répartition matérielle et tâches. Tous présents.

19e. — Lundi, 20 h. 30, passage Puebla, réunion du bureau.

Jeudi 15 janvier, à 20 h. 30, réunion publique, quartier Pont-de-Flandre. Lieu par affiches.

Drancy. — Vendredi, à 20 h. 30, Causerie sur la nécessité des G. A. R., chez Masson.

Saint-Denis. — Réunion publique, le mardi 14 janvier, à 20 h. 30, Bar Lyonnais, Boulevard Jules-Guesde, en face l'église.

Clichy. — Chaque lundi, Café, 36, rue Chance-Milly.

G. B. L. — Samedi 20 heures, au 66, faubourg Saint-Martin, réunion des camarades du C.C. collaborant à la « Commune ». Présence indispensable. Un bulletin intérieur au G.B.L. est paru.

Groupe anarchiste indépendant du 20e. — Samedi 11 janvier, à 21 heures, salle de la Synthèse, 5, impasse de Gênes, métro : Couronnes, causerie par Aurèle Patorni. Sujet : *L'Opposition entre l'individu et la société.* — Invitation cordiale à tous.

Syndicat des Cuisiniers du Nord. — Syndicat des employés d'hôtels, Cafés, RESTAURANTS de la région du Nord.

Samedi 18 janvier 1936, à 22 heures, dans les salons de l'hôtel Maury, 22, rue du Court-Debout, grande fête corporative des employés de l'industrie hôtelière de Lille ; Bal de nuit à grand orchestre.

Le mercredi 15 janvier, salle Wagram, les J.E.U.N.E.S et le Groupe Dynamo vous convient à entendre le professeur Langevin ; Jacques Duboin ; Jean Nocher.

Des cartes réservant les places sont en vente au siège des J.E.U.N.E.S et du Groupe Dynamo, 14, rue Favart, Paris (Tél. Rich. 21-15), au prix de 10, 5, 3 et 1 fr. pour les chômeurs.

LUTTES OUVRIÈRES

LA GRÈVE DES TRAMINOTS de Lille, Roubaix, Tourcoing

La grève votée dans la nuit de samedi à dimanche fut immédiatement effective. Pas un jaune. Tous dans un vote ont acclamé la grève et nul doute que les traminots sauront vaincre.

Ce conflit est une répercussion des décrets-lois. En effet, les traminots qui travaillent dans une entreprise concédée se sont vus, depuis l'application des décrets-lois, retenir sur leurs payes les fameux 10 p. 100. De multiples démarches furent tentées tant aux Compagnies qu'aux Pouvoirs publics. En pure perte.

Las des démarches sans résultat, les travailleurs n'eurent plus qu'une ressource : la grève.

Cette grève est maintenant totale.

Mardi après-midi une première réunion des grévistes eut lieu, animée d'une forte volonté de lutte. Ceux-ci sont décidés à obtenir la victoire. Le camarade Dumoulin, dans son intervention, a situé dans ses grandes lignes les origines du conflit ; il a dénoncé la mauvaise foi du gouvernement qui jusqu'à présent n'était jamais intervenu pour améliorer leurs conditions de salaires qui sont au niveau de ceux de l'industrie privée (800 fr. par mois), mais que celui-ci avait daigné se pencher sur les traminots pour leur enlever 10 p. 100 sur leurs maigres salaires.

Cela est très juste, mais ça ne suffit pas. Maintenant que la grève est effective dans les trois villes il faut accentuer l'action. Dire que les traminots subissent les 10 p. 100 par la faute des non-syndiqués, n'est pas juste. Nous, nous prétendons que c'est uniquement de la faute aux dirigeants des organisations centrales qui ont eu peur de leurs responsabilités lors de l'application des décrets-lois et surtout c'est parce qu'ils n'ont pas voulu comprendre que la seule arme susceptible de faire reculer et abattre le gouvernement Laval-Herriot, c'était la préparation de la grève générale. Ils n'ont pas voulu comprendre cette chose essentielle.

Nous avons mené la campagne pour cela ; la base des fonctionnaires non plus n'a pas voulu comprendre cela. A Lille, le Syndicat du bâtiment confédéré a engagé l'action pour les ouvriers terrassiers occupés dans le service du démantèlement. Le Syndicat des Traminots a fait grève une heure : ce n'était pas suffisant : c'est l'action concertée qu'il aurait fallu. Au lieu d'un mouvement de masse qui seul aurait été capable, je le répète, de renverser Laval, nous avons assisté à des actions isolées. La volonté d'action ouvrière n'est pas unifiée dans la lutte : Marseille hier, Lille aujourd'hui. Est-ce que les fameuses vagues de 1920 n'ont pas suffi ?

Camarades traminots de Lille, Roubaix, Tourcoing, il est temps de développer votre mouvement, vous devez de suite l'élargir.

Des démarches ont déjà commencé dans les couloirs de la présidence du Conseil, des promesses ont été faites : n'attendez rien de ces manœuvres. Il faut exiger que les Commissions exécutives des trois Bourses du travail se réunissent et décident d'élargir votre mouvement de suite : les travailleurs du gaz, de la voirie, des centrales électriques, etc., doivent entrer dans la lutte. Le mouvement gréviste doit prendre une ampleur formidable ; il faut que les Pouvoirs publics comprennent qu'ils ne peuvent impunément se moquer des travailleurs.

Tous les travailleurs des trois villes qui subissent les décrets-lois doivent se joindre au mouvement. Hors de là, pas de salut, ni de victoire possible.

DANS LES BOITES

Chez les Fonctionnaires

Nous apprenons par la *Tribune des fonctionnaires* qu'une conférence nationale du Cartel aura lieu à Paris, le 26 janvier, pour la lutte contre les décrets-lois.

Depuis le mois de juillet 1935, la lutte contre les décrets a consisté en quelques meetings et stations dans les antichambres ministérielles. Quel est le résultat ? La misère dans les foyers des petits fonctionnaires. Giron explique que l'échec de cette action est dû à ce que le Parlement délibère sous le signe de la peur, peur des fascistes et des oligarchies financières.

Notons cet aveu de sa part, qui prouve que, si la Fédération et les organisations ouvrières avaient mené une action directe, les décrets-lois seraient déjà abrogés.

Petits fonctionnaires, nous en avons assez des beaux discours et des palabres dans les antichambres ministérielles ; nous voulons que les syndicats prennent leurs véritables figures et que de la conférence nationale sorte notre volonté d'action directe. Classe contre classe, seul moyen de mener le prolétariat administratif et tous les exployés à la victoire.

* * *

A l'Imprimerie Nationale

Les journaux officiels ont produit 1.049.000 francs en novembre 1935, en augmentation de 236.000 francs sur l'an dernier.

Les 11 premiers mois de 1935 ont permis un recouvrement de 10 millions de francs, en progression de 1.405.000 francs. Par contre, les ouvriers et ouvrières de l'Imprimerie nationale ont eu, en 1935, leurs salaires rognés de 15 p. 100.

Vive le Front populaire !

* * *

Les compagnons de chez Bloch ont débrayé

A Courbevoie, lundi matin, 600 ouvriers ont débrayé chez Bloch, qui a de belles commandes du ministère de l'Air. Ils demandaient la réintégration d'un des leurs, injustement renvoyé.

Ils restèrent dans l'usine, s'y faisant ravitailler par l'extérieur et bien décidés à ne sortir qu'après avoir eu satisfaction.

La direction a pris l'engagement de limiter la sanction à 8 jours de mise à pied. C'est encore beaucoup trop. Les ouvriers de chez Bloch doivent imposer la réintégration sans condition.

Un ajusteur du coin.

* * *

Chez Bretin dans le 14e

La maison Bretin, mécanique, 46, rue de Vanves, ne respecte pas la loi de 8 heures. Dans cette boîte, on fait 10 et même 12 heures.

Que les chômeurs du coin y fassent un petit tour.

* * *

Dans le Bâtiment lillois

Il existe à Lille une section de plombiers-poseurs pour la pose des canalisations d'eau. Ce service est concédé par la Ville à des particuliers : c'est ainsi que le contrat arrive à expiration le 1er janvier 1936. Ce service était confié jusqu'à cette date à un entrepreneur (Dartois) ; celui-ci n'ayant pas consenti un rabais assez fort, un autre entrepreneur fut déclaré adjudicataire. Celui-ci est déjà connu des ouvriers de cette section comme un patron de combat : il en a déjà fourni des preuves et il vient encore de démontrer qu'il n'a rien perdu de sa haine de l'organisation.

Son premier soin fut de baisser les salaires des ouvriers de 0 fr. 20 de l'heure : 4 fr. au lieu de 4 fr. 20 pour les terrassiers et 4 fr. 25 au lieu de 4 fr. 45 pour les plombiers. Pour couronner le tout, il vient de fiche en l'air le contrat qui liait les patrons aux ouvriers et il n'est pas inutile de rappeler que celui-ci était un des meilleurs concernant l'industrie du Bâtiment en France.

Bref, cette section du syndicat unitaire du Bâtiment, dont les dirigeants (?) de ce syndicat connaissaient les intentions de ce patron, au lieu de réunir les ouvriers le soir même de la remise des outils et du matériel à l'ancien adjudicataire, ne fit rien et se contenta de la réunion du 7 janvier, où, d'ailleurs, il n'y avait que 3 présents, ce qui exprimait un mécontentement de la part des intéressés.

Ainsi le patron a pu opérer en toute tranquillité. Baisse des salaires, rupture de contrat et renvoi d'un ouvrier plombier, voilà le bilan de ceux qui se prétendent des dirigeants. Ce sont ces mêmes gens qui passèrent leur temps à lutter contre des camarades anciens dirigeants de ce syndicat qui, eux, avaient la claire notion de la lutte et qui avaient fait de cette section syndicale un modèle d'organisation. Voilà de quoi sont capables les purs des purs du syndicat unitaire.

Les copains de cette section doivent réagir et demander des comptes à ces dirigeants qui ont faibli à leur tâche ; ils doivent reprendre la lutte contre ce patron de combat. L'unité syndicale sera réalisée à Lille d'ici peu de temps. Nous les aiderons à imposer au patron le remboursement de l'argent qu'il vient de leur extorquer par la baisse des salaires, la remise en vigueur du contrat et le réembauchage du camarade congédié.

Que les prolos sachent que sans lutte les patrons ne baisseront pas la tête.

N. B. — Le contrat existait depuis 1928.

* * *

Heures supplémentaires à l'usine Potin

Les pâtissiers de l'usine Félix Potin, rue de l'Ourcq, font actuellement des journées de travail de 10 et 11 heures.

Les pâtissiers chômeurs doivent se présenter à l'embauche et exiger du travail.

Les pâtissiers travaillant dans la boîte doivent former un Comité d'usine et imposer par leur action le respect des 8 heures.

* * *

Dividendes sanglants

A Creil, un tréfileur est broyé

Au cours de son travail, l'ouvrier Jules Henri a été entraîné dans une bobine. Le fil de fer s'est enroulé autour du corps du malheureux qui fut transporté, complètement déchiqueté à l'infirmerie.

* * *

Un chauffeur d'auto électrocuté

A Roiselle, Largillère, 32 ans, chauffeur, graissait son camion. Par suite du mauvais état d'une baladeuse il s'électrocuta.

Voilà une économie patronale qui coûte la vie d'un travailleur !

* * *

Un mouvement chez les charpentiers de la voie au Landy

L'autre semaine, le journal *L'Humanité* nous annonçait une grande victoire des charpentiers en fer de la voie du Landy. Renseignements pris, il n'y a eu ni grève, ni arrêt de travail, il y a eu seulement de la part de quelques camarades plus résolus un accord pour demander une augmentation de salaire, qu'ils ont obtenu parce que le boulot était pressé.

Il faut constater que ce succès n'a pas duré et s'est transformé en échec puisque, par la suite, sur la promesse d'autres travaux en province, le patron a réussi à faire travailler des ouvriers pendant des nuits entières, en particulier ces derniers dimanches et jours de fête, sans aucune indemnité supplémentaire.

Certes, une partie des ouvriers refusa de se prêter aux promesses du patron, toujours sans que le syndicat ait joué un rôle dans cette affaire. Maintenant que les travaux sont à leur fin, le patron a débauché 45 ouvriers, c'est-à-dire tous ceux qui ont refusé de travailler la nuit.

Il faut indiquer que la majorité des ouvriers restés au travail ce sont des ouvriers immigrés, ce qui a soulevé, malheureusement, certaine haine entre ouvriers français débauchés et ouvriers immigrés restés au boulot.

De ceci on peut conclure qu'à l'heure actuelle où les bonzes syndicaux font grand tapage sur l'unité syndicale, prélude des grandes victoires ouvrières, si les ouvriers révolutionnaires ne font pas le nécessaire dans leurs syndicats respectifs, cette unité ne mènera pas à des victoires mais à des défaites prolétariennes.

Dans l'intérêt de l'organisation et de tous les prolétaires, je veux poser ici quelques questions : Celui qui a informé l'*Humanité* était-il un responsable pour l'organisation du chantier, c'est-à-dire, y avait-il un délégué nommé pour informer le syndicat de toute éventualité ? Comment se fait-il que la majorité des ouvriers étant syndiqués, l'organisation n'ait rien fait pour empêcher les ouvriers de travailler la nuit, sans qu'ils soient payés en conséquence ?

UN CHOMEUR IMMIGRÉ SYNDIQUE.

* * *

Chez Chenard et Walcker

A l'atelier 2 (essai des boîtes de vitesse) un très grave accident s'est produit jeudi dernier. Alors que l'appareil d'essai tournait à pleine vitesse, l'arbre se cassa brusquement. L'ouvrier essayeur en reçut un fragment en pleine figure. Sa vie est en danger. Au moment de l'accident, la machine ne comportait aucun système de protection, mais comme toujours le nécessaire fut fait pour l'enquête menée par la Compagnie d'assurance, la direction voulant atténuer sa responsabilité.

La vie des ouvriers compte peu pour les patrons. Signalons que dans cette boîte le service médical est complètement inexistant. *Les compagnons de chez Chenard doivent passer à l'action !*

APRÈS LE 6 DÉCEMBRE

La manière dont les Croix de Feu sont dissous

LIMOGES

Des ouvriers mortellement blessés, les Croix de Feu tuant au parabellum à répétition, un député socialiste leur demandant : « Pour l'amour du pays, jetez vos armes dans le ruisseau ». Aucune arrestation ni inculpation pour port d'arme prohibée... et les Croix de Feu portant plainte contre les socialistes !

Mais ce n'est pas tout : *La Rocque* vint officiellement à Limoges féliciter les massacreurs au cours d'une réunion publique et la mairie socialiste laissa faire...

Ainsi est livrée peu à peu la mairie socialiste et le prolétariat limousin aux assassins. L'action directe doit être organisée malgré le freinage des organisations, l'activité Croix de Feu se développant de plus en plus.

PARIS

L'agressivité des Croix de Feu est plus ardente qu'elle n'était. Dans le 10e ils possèdent « une maison brune », ils la gardent nuit et jour. En cas de réunion organisent dans la rue un service de surveillance qui travaille au sifflet.

Lundi 6, à 22 heures, des ouvriers devisaient ignorant la proximité de ces écerveleurs ; l'allure de ces travailleurs parut louche au service de protection désigné, l'alerte fut donnée et les trois copains attaqués en pleine rue à vingt mètres du local !

Attaqués à coup de chaîne agrémentée à chaque bout d'un cadenas d'acier. Chaque dispo avait cet attirail : devant une réplique énergique, les dispos après maints coups de sifflets et ordres : « Cernez-les... à gauche... à droite », en furent pour leur frais ; police-secours arrive, dans le camion les dispos se délestent des cadenas, mais la police s'en aperçoit. Au quart les dispos furent relâchés et les copains gardés...

« Vive la dissolution ! »

LILLE

Lille considérée comme la citadelle révolutionnaire du Nord continue à tolérer le mouvement Croix de Feu. Les « Ambassadeurs » leur servent de lieu de réunion ; là, tous les 15 jours en principe, 4 à 5.000 de ces charognards se réunissent sous la bienveillante protection des flics de Lille.

Le P.-S. et le P. C. font semblant de ne rien voir ; même pas d'allusions dans leur presse. Est-ce que ce scandale va continuer ?

Il n'est pas possible que cela continue. Les prolos doivent réagir par eux-mêmes. Demander à leurs chefs de faire l'action est tout à fait inutile, ils ne s'y résoudront que trop tard.

Un Croix de Feu, membre du P.S., n'aurait été qu'invité à ne plus reprendre sa carte. Quant à un militant syndicaliste du bâtiment, il a été exclu du P.S. comme trodskyste.

Nécessité et but de la milice syndicale

Les milices syndicales sont devenues une nécessité de l'action syndicale actuelle. En effet, depuis 1884, et jusqu'à nos jours, bien qu'ils se soient souvent heurtés à la répression brutale, hypocrite, souvent « illégale » des pouvoirs publics, les syndicats avaient pu poursuivre leurs luttes revendicatives dans une certaine sécurité, à l'abri relatif des lois qui reconnaissent le droit de grève et de coalition.

Mais les nécessités économiques obligent les grands capitalistes, afin de conserver leurs bénéfices, à comprimer, d'une manière continue, les conditions de vie des travailleurs; les grands capitalistes seront donc préoccupés de mater les réactions de défense des salariés, de détruire leurs instruments de lutte : les syndicats.

.....

...Enfin les exemples de l'étranger montrent que le recours à la violence armée a été un des moyens les plus efficaces dont se soit servi le fascisme pour asservir les ouvriers. Ces raisons imposent aux organisations syndicales l'établissement d'un système organique de défense physique : les milices syndicales.

Ces milices devront être chargées de la défense des locaux syndicaux ainsi que des syndiqués, comme de la protection des actions revendicatives engagées par les organisations syndicales.

Étant des organismes de défense des libertés syndicales, les milices peuvent être appelées éventuellement à assurer la protection des groupements, partis, sectes, qui *reconnaîtront et défendront effectivement* les libertés syndicales. Elles assureront, au besoin, la protection des locaux comme des membres appartenant à ces groupements et partis.

En principe, les milices doivent se constituer sur la base locale, mais dans des cas déterminés elles pourront s'organiser sur la base de l'entreprise. Elles nommeront elles-mêmes leurs dirigeants qui devront faire preuve des qualités techniques nécessaires, mais leur organisation, leur entraînement, leur discipline aussi bien que leur action, seront constamment contrôlés par l'intermédiaire de « commissaires aux milices » élus dans les syndicats et unions locales, et adjoints aux conseils syndicaux. A chaque échelon de l'organisation syndicale : fédération, union départementale, confédération, il sera désigné des commissaires aux milices. S'il importe, en effet, que les milices syndicales soient organisées suivant un plan d'ensemble et que leur action puisse être coordonnée aussi à l'échelle nationale, il importe non moins d'empêcher que la force constituée par les milices soit, à la faveur de sa discipline particulière, engagée dans une action qui n'aurait pas été approuvée par l'ensemble des syndicats.

C'est pourquoi l'action de la milice ne pourra être déclenchée, à quelque échelon que ce soit de l'organisation syndicale, que par l'intermédiaire et avec l'approbation des syndicats composant l'organisation locale sur laquelle sera basée la milice.

Enfin, le but fondamental de la milice étant de permettre et de protéger l'action directe collective des salariés, il est évident que le recrutement en devra être large.

Nectar Croix de Feu plaide la neutralité

Nicolas écrit à un gars qui lui achète moins de pinard : « Pourquoi cela, qu'avez-vous à réclamer ? » Le gars réplique : « Vous êtes des Croix de Feu »... Goûtez cette savoureuse plaidoirie de Nicolas dans sa réponse :

Nous avons l'honneur de vous remercier d'avoir bien voulu prendre la peine de répondre à nos précédentes lettres.

Notre firme est une Société anonyme qui ne mêle pas la politique au commerce et ne subventionne par conséquent aucune organisation (sic).

Quant aux opinions politiques ou confessionnelles, soit de nos actionnaires, soit de nos administrateurs, mandataires de ces derniers, nous ne pouvons pas nous en occuper, pas plus d'ailleurs que nous ne nous occupons des opinions du personnel que nous employons (resic).

Nous espérons que vous le comprendrez fort bien et que vous continuerez à nous honorer de la faveur de vos ordres.

Veuillez agréer, Monsieur, etc...

Le gars a très bien compris et il a salué Nicolas pour tout de bon...

Contre les deux ans jeunes ouvriers, alerte !

La Chambre du parlementarisme pourrie a entériné, chapitre par chapitre, la loi qui porte la durée de votre service militaire obligatoire sous la botte de la bourgeoisie à 2 ans jusqu'à 1940.

Voilà où, malgré une campagne par liste de pétitions, de gémissements et de lamentations, la voie où vous ont conduits vos chefs.

Jeunes Ouvriers ! La collaboration avec la bourgeoisie faillie, l'Union sacrée n'a jamais fait gagner quoi que ce soit à la classe ouvrière, si ce n'est la guerre de 1914-1918, où des millions d'hommes ont été massacrés. Seule, la lutte intransigeante de classe, a conduit le prolétariat à des victoires. Seule, elle a pu arracher bribes par bribes, des victoires momentanées à la bourgeoisie oppresseuse et seule elle pourra nous conduire à la victoire finale, vers le renversement violent du capitalisme pour l'instauration des communes ouvrières et paysannes.

Il faut immédiatement : que ceux qui se réclament de la lutte révolutionnaire antimilitariste, unissent toutes leurs forces pour sauver la vie aux futures générations de jeunes prolétaires qui vont être encasernés et également à ceux qui sont actuellement sous les drapeaux de leur impérialisme.

Il faut unir nos forces pour lutter, non avec des pleurnichements et des pétitions, mais avec une action énergique de tous les jours, dénoncer à toute la classe ouvrière et paysanne, l'objet de guerre de la loi de 2 ans.

En avant, par voie de tracts, affiches et meetings,

A bas les deux ans !

A bas ce régime pourri qui engendre la guerre !

Vive la Révolution Mondiale, seul gage de Paix dans le monde.

Avec le soldat

L'hiver amène dans les casernes et dans les camps épidémies et morts. Le soldat la crève un peu plus. Mais c'est aussi la période plus propice aux lectures, aux entretiens, le soldat l'utilisera, il développera sa propagande de classe, il préparera les comités de camps, de casernes, qui prendront les revendications en mains. Il organisera la liaison avec l'extérieur, discrètement, sérieusement, il surveillera les chefs d'unité, il les « signalera » lui aussi mais à la vigilance prolétarienne.

Le soldat peut compter sur les travailleurs pour appuyer ses revendications, le travailleur peut compter sur le soldat pour les heures décisives, mais ils doivent déjà lier contact, accomplir leurs efforts.

Noire misère des ouvriers immigrés

Les différents gouvernements qui se sont succédé après les élections législatives de 1932 ont pris toute une série de mesures contre les travailleurs étrangers et il serait bon de rappeler ici quelques-unes de ces mesures qui ont forcé environ huit cent mille ouvriers étrangers à quitter la France.

Le 10 août 1932, le Gouvernement radical a fait voter par la majorité de gauche (S.F.I.O. compris) une loi qui limita la main-d'œuvre étrangère dans certaines branches d'industrie à 5 et 10 0/0 ; cette loi a permis de jeter sur le pavé des dizaines de milliers de ces ouvriers.

⁂

Après le 6 février 1934, le Gouvernement Doumergue a fait voter une loi qui imposa une taxe de 0 fr. 50 jusqu'à 10 0/0 sur le salaire des ouvriers étrangers encore occupés.

Le successeur de Doumergue, Flandin, a formé au sein du gouvernement une commission, composée de plusieurs ministres (du Travail, de l'Intérieur et des Affaires étrangères) et présidée par Herriot en personne.

Cette commission a élaboré d'autres mesures tendant à éliminer une grande partie des étrangers résidant en France, soi-disant pour diminuer le chômage.

Une de ces mesures, c'est l'ignoble décret du 7 février 1935 qui impose aux étrangers la résidence dans le même département et empêche le déplacement de ces immigrés qui voudraient chercher du travail ailleurs.

Le même décret aggrave également le règlement en ce qui concerne le renouvellement de la carte d'identité; c'est ainsi que l'année dernière quelques dizaines de milliers d'étrangers n'ont pas pu renouveler leurs cartes. Etant sans secours de chômage et sans travail, ils étaient refoulés en masse.

D'après la dernière note du ministère du Travail, il y a eu plus de dix mille chômeurs polonais rapatriés (sic) dans les mois de juin juillet et août 1935.

Cette année, le rapatriement (!) commence dès le début du mois de de janvier; le premier convoi partira le 9 janvier, il est composé de chômeurs polonais. Ce qui est tragique pour ces malheureux, c'est que le plus grand nombre d'entre eux ne sait où s'arrêter en Pologne, où l'hiver est terrible et où le secours du fonds de chômage n'est obtenu que pour trois mois et à condition qu'on n'ait pas chômé plus de six mois en France.

Voilà le sort fait aux travailleurs immigrés que la bourgeoisie française a fait venir en France quand elle avait besoin d'esclaves, pour produire des millions. Maintenant, elle les rejette hors des frontières comme du matériel inutile.

⁂

Mais ce qu'il est navrant de constater, c'est que la presse dite ouvrière ne souffle pas un mot au lieu de prendre notre défense. Bien plus, nous voyons un grand journal qui s'appelle encore communiste emboîter le pas aux chauvins. C'est ainsi que nous avons pu lire dans l'*Humanité* du 26 novembre dans l'article de Jacques Duclos, intitulé : « La France aux Français », des phrases comme celle-ci : « Nous, communistes, qui aimons notre pays, nous luttons, en vérité, pour que la France soit aux Français ». C'est suffisant pour nous : pouvons-nous espérer de ces gens-là qu'ils prennent notre défense ? Non, nous n'avons pas cette illusion.

Mais nous avons confiance dans la classe ouvrière française qui souffre comme nous, qui est affaiblie et ne mène pas d'action parce qu'elle est trahie par ses chefs qui veulent la livrer à la bourgeoisie qui nous affame.

Nous sommes certains que les ouvriers qui veulent en finir avec la misère rejetteront les canailles qui les trahissent et mèneront l'action directe contre ce régime d'affameurs pour l'abattre une fois pour toutes.

UN CHOMEUR POLONAIS.

LA LUTTE AU VILLAGE

Notes du paysan

Le Congrès de la C.N.P.

La Confédération Nationale Paysanne a tenu son 4e Congrès à Moulins. Discours de Guillaumin, qui joua jadis un rôle actif dans le mouvement des métayers du Bourbonnais et qui, depuis, écrit sans agir et sans inspirer l'action. Discours de Jouhaux. Des rapports.

Un terne congrès qui ne traduit pas la fermentation des masses paysannes parce qu'il l'emprisonne en des formules périmées.

Dix militants poursuivis

Pour avoir résisté à une saisie, 7 militants paysans de la Sarthe et 3 du Loir-et-Cher sont traduits devant le tribunal correctionnel de Saint-Calais.

Quand les résistances aux saisies expriment un mouvement généralisé pour une revendication donnée : Lutte pour la réduction des fermages, revendications des métayers, etc..., elles peuvent être fécondes.

Les résistances sporadiques telles que les préconisent la C.G.P.T. ou les agrariens, sans but précis, ne sont que des manifestations publicitaires dont les vrais paysans supportent les conséquences.

Dans l'Yonne, le Front paysan populaire est né !

...Il a déjà son Comité directeur et son programme qui ressemble à s'y méprendre au programme de sauvetage de l'agriculture française ; il fait des avances au parti agraire ; il recrute des adhérents et les constitue en comités locaux inactifs et invertébrés.

C'est la réponse de la C.G.P.T. et du P.C. au mot d'ordre de « La Commune Paysanne » : Elisez vos conseils paysans ! C'est une caricature de Front populaire.

Camarades de l'Yonne... et d'ailleurs, constituez un front populaire paysan en élisant vous-mêmes vos comités locaux.

Et en réalisant vos Etats généraux de la paysannerie laborieuse !

CAMARADE OUVRIER

Tu dois connaître « La Commune Paysanne ».

Et l'envoyer dans les villages.

UTILISEZ L'ABONNEMENT DE PROPAGANDE.

Pour 5 francs, envoi des 3 premiers numéros à 5 adresses différentes.

Où va l'argent des prolétaires ?

MAISONS RECOMMANDÉES

3 francs la ligne

Cinémas

Cinéma du Panthéon, 13, rue Victor-Cousin.

Coiffeurs

Coopérative ouvrière des coiffeurs, 51, rue Fontaine-au-Roi (11e).

Coopératives (Alimentation)

Biscuiterie l'Idéale, 46-48, rue Auguste-Blanqui, Gentilly. Gob. 34-62.

Cotillons

Mendez, 15, rue Gambey (11e). Roq. 87-57.

Cycles

Innovation, 145, rue du Faubourg-Saint-Denis. Nord 97-07.

Engrais

L'Activité (procédé E. Girault), chez J. Desnots, La Queue-les-Yvelines (S.-et-O.)

Fleurs, couronnes

Duyck, 14, rue des Epinettes (17e).

Horlogerie

Coopérative ouvrière de production « La Montre », à Lac-ou-Villers (Doubs).

Laboratoires

Laboratoire M.G.G. toutes analyses médicales, agricoles, etc.... Conditions spéciales aux lecteurs. S'adresser bureau du journal.

Laines à matelas

Société Debro, 50, rue du Rocher (8e).

Meubles

Coopérative Messidor, 66, av. de la République.

Papiers peints

Union des Peintres, 145, rue du Chemin-Vert (11e).

Tailleurs

Weisleib, 10, rue Dupetit-Thouars.

Le tailleur des classes laborieuses, 69, Bd Davout, 20e (Porte de Montreuil).

Vêtements de cuir, 16, r. Moret (17e).

T.S.F., Disques

Constructions Radio-Electriques, 48, rue de la Réunion (M. Reels).

Populaire Radio, 87, rue de Meaux (19e).

Petite maison à vendre, construction neuve : 3 pièces, électricité. Jardin 250 m., fruits. 24.000 moitié comptant. — S'adresser B. Moraux, 3, allée des Charmilles, Clichy-sous-Bois (Seine-et-Oise).

la commune

HEBDOMADAIRE

paraissant le

VENDREDI

Prix : 0 fr. 30

ABONNEMENTS :

France	Un an :	12 fr.
—	Six mois :	6 fr.
Etranger	Un an :	24 fr.
—	Six mois :	12 fr.

Chèque postal : Brausch 1773.07 Paris

Impr. spéc. de la commune 9, r. Louis-le-Grand, Paris-2e

Le Gérant : J. Meichler